

NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



PROVISOIRE  
T/PV.778  
17 avril 1957  
FRANCAIS

UN LIBRARY

UNISA COLLECTION

Dix-neuvième session

COMPTES RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA SEPT CENT SOIXANTE-DIX-HUITIEME SEANCE

tenue au Siège, à New-York,  
le mercredi 17 avril 1957, à 14 heures.

Président

M. ASHA

(Syrie)

1. Examen du rapport annuel de l'Autorité administrante du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration britannique pour 1955 [3b] (suite)
2. Examen du rapport annuel de l'Autorité administrante du Territoire sous tutelle du Togo sous administration française pour 1955 [3e] (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié, portant le symbole T/SR.778. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-12472

(75 p.)

EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE, 1955 (T/1287, 1298, 1302 et Corr.1, 1304; T/L.737) /Point 3 b de l'ordre du jour/ (suite)

Sur l'invitation du Président, M. Field, Représentant spécial pour le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration britannique, prend place à la table du Conseil.

Débat général (suite)

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Le débat intéressant - et, à mon avis, en ma qualité de Commissaire pour le Cameroun, le débat très utile du Conseil - a porté sur l'ensemble des affaires du Territoire et, si je puis m'exprimer ainsi sans paraître outrecuidant, je dirai que les membres du Conseil ont montré qu'ils connaissent fort bien les problèmes que l'Autorité administrante doit résoudre, de sorte que je n'ai que peu d'observations à faire.

Les problèmes financiers du Cameroun méridional sont bien connus et je n'ai pas besoin d'en parler longuement. Je dirai cependant que ces problèmes ont obligé le nouveau gouvernement à affronter immédiatement la dure réalité et peut-être, à longue échéance, cela s'avérera-t-il un bien. Il n'est pas difficile, pour un gouvernement, de diriger un pays lorsqu'il est prospère; il est moins aisé de le faire lorsque soufflent des vents adverses. La responsabilité de prendre des mesures parfois désagréables repose maintenant presque entièrement sur les membres non officiels du Conseil exécutif. Il est bon de noter qu'ils y avaient été préparés et que le corps législatif les a soutenus.

Un certain nombre de délégations se sont intéressées à la question du statut de la femme. Comme je l'ai dit, cette question est toujours présente à l'esprit de tous les gouvernements intéressés à l'administration du Territoire et un progrès régulier est accompli. Cependant, comme le représentant de la Nouvelle-Zélande l'a fait observer, la question revêt plus un aspect social qu'un aspect politique. A cet égard, je voudrais corriger l'impression que j'ai peut-être donnée au représentant des Etats-Unis, à savoir que la principale raison, sinon la seule, pour ne pas donner le droit de vote à toutes les femmes du Cameroun méridional serait

l'impossibilité de supprimer l'exigence du paiement de l'impôt comme condition du droit de vote, si l'on n'était pas prêt en même temps à accorder ce droit aux femmes qui ne résident pas en permanence au Cameroun. Cette difficulté existe bien, mais il serait faux de croire qu'elle est la seule. S'il est vrai que l'opinion générale est que les femmes doivent avoir le droit de vote, il n'est pas exact que cette même opinion voudrait étendre ce droit à toutes les femmes, sans considération de leur statut au sein de la communauté. C'est pour cette raison que le Comité du corps législatif du Cameroun méridional, qui a posé les bases du présent règlement électoral, n'a pas cru devoir aller plus loin pour le moment.

La situation est analogue en ce qui concerne la règle du minimum de 21 ans fixé pour être électeur. Que cet âge limite puisse être modifié ultérieurement ou non, je crois devoir revenir sur les observations du représentant du Guatemala, lorsqu'il a dit, en particulier, que les jeunes gens des pays tropicaux atteignent une maturité plus tôt que ceux des autres pays. Alors que cette remarque peut être vraie à bien des égards, je ne crois pas que ceux qui connaissent bien l'Afrique puissent dire que les Africains, en fait, atteignent leur pleine maturité, dans tous les domaines, plus tôt que les hommes des autres races.

Pour revenir sur l'autre aspect de la question, je voudrais souligner que, dans bien des pays, le paiement de l'impôt n'est pas suffisant pour donner le droit de vote, et c'est le cas au Cameroun.

Le représentant du Guatemala a déclaré que le Comité consultatif pour la partie nord du Territoire sous tutelle a manqué à son devoir principal en ce sens qu'il n'a rien fait pour sauvegarder l'identité distincte du Territoire sous tutelle, mais qu'il a, au contraire, appuyé les partisans de l'intégration du Territoire dans les régions septentrionales. Je regrette de ne pouvoir partager cette opinion. Le Comité est composé des membres élus du Territoire sous tutelle tant à la législature régionale qu'à la législature fédérale; par conséquent, il doit être considéré comme représentant les principaux courants de l'opinion publique du Territoire. Il a étudié la plupart des aspects de l'évolution du Territoire et, en portant constamment ces questions à l'attention des gouvernements régional et fédéral, il a inévitablement attiré leur attention sur le Territoire lui-même. S'il s'est prononcé en faveur de l'intégration, il n'a pas fait plus que d'exprimer ce qui, en fait, est le sentiment de ceux qu'il représente.



Le représentant du Guatemala s'est également montré préoccupé de ce qu'il considère comme des restrictions à la liberté personnelle dans le Territoire. Chaque gouvernement doit avoir le pouvoir de s'acquitter de ses obligations fondamentales qui consistent à maintenir la loi, l'ordre et la sécurité dans le pays. C'est l'opinion même de la Mission de visite que ces pouvoirs ne sont pas employés arbitrairement au Cameroun, puisque la Mission de visite a attiré spécifiquement l'attention sur l'atmosphère de liberté qui règne dans tout le Territoire.

Quant au reste, je me bornerai à revenir sur quelques aspects de nos problèmes d'ordre économique et social, sur lesquels je puis donner un peu plus de renseignements.

C'est, je crois, le représentant d'Haïti qui a parlé de la nécessité d'avoir un équipement mécanique plus approprié pour la construction des routes. Je puis l'assurer qu'il y a eu des progrès à cet égard. On se rappellera qu'une grande partie de notre programme est exécutée par le gouvernement fédéral et cette partie elle-même n'est qu'une fraction d'un programme plus vaste de construction de routes à travers la Fédération elle-même. Il en résulte que l'équipement disponible est constamment demandé partout, de même que le personnel affecté à la construction des routes. Le gouvernement fédéral nous a traités généreusement, spécialement en ce qui concerne la route de la Mamfe-Cross River, pour laquelle il nous a donné une usine supplémentaire et des ingénieurs afin que nous puissions tirer le parti le plus rapide et le plus complet de l'aide qui nous était généreusement octroyée par l'Administration de coopération internationale. En fait, je dois avouer que nous avons plutôt plus que ce qui nous est dû; mais il est vrai aussi que notre programme routier est vital. Même ainsi, nous ne pouvons pas utiliser l'équipement disponible partout en même temps et, si nous employons toujours des travailleurs manuels, c'est parce que nous voulons utiliser toutes les ressources dont nous disposons. Je saisisrai cette occasion pour mentionner, au sujet de ce qu'a dit hier le représentant de la Birmanie, que nous avons reçu une aide précieuse des laboratoires Harmondsworth, qui ont fait un travail considérable en préparant les prescriptions des travaux à exécuter pour la route Maiduguri-Bama, qui constitue un lien important vers le Territoire du Nord où le sous-sol a posé un problème très difficile.



MG/FF

T/PV.778

- 5 -

M. Field (Représentant spécial)

Plusieurs délégations ont exprimé l'espoir que les méthodes des coopératives seront développées dans le nord comme elles l'ont été dans le sud. Ainsi que je l'ai dit dans mes réponses aux questions, le gouvernement régional du Nord a cette question présente à l'esprit et a récemment promulgué une loi sur les sociétés coopératives et a désigné un fonctionnaire qu'il a placé au service du Territoire sous tutelle.

Je dois mentionner aussi que le gouvernement des régions du Nord garantit les avances bancaires jusqu'au maximum de 900.000 livres pour le financement des coopératives y compris, bien entendu, celles qui sont établies dans le Territoire sous tutelle.

M. Field (Représentant spécial)

Le représentant de la Birmanie a fait allusion au manque de facilités suffisantes d'épargne. Nous encourageons la formation de sociétés d'épargne, qui constituent la meilleure solution du problème. Nous espérons qu'un jour il sera possible de disposer d'une banque coopérative.

Plusieurs délégations ont attiré l'attention sur le déclin apparent du nombre des instituteurs et des élèves des écoles normales. Je me suis reporté aux statistiques jointes au rapport annuel. Cette recherche a confirmé ce que je soupçonnais lorsque nous discussions le problème, savoir que les chiffres donnés pour 1954 ne sont pas valables. Il importe d'avoir un effectif suffisant d'instituteurs, dans le Sud comme dans le Nord du Territoire et j'espère que les renseignements complémentaires, avec les réponses que j'ai fournies aux questions posées, ont fait ressortir qu'au cours de la dernière année il y a eu un accroissement notable des moyens de formation d'instituteurs, tant dans le Nord que dans le Sud.

Un certain nombre de délégations ont insisté sur la nécessité de la gratuité de l'enseignement primaire. Cet enseignement est d'ores et déjà gratuit dans le Nord. C'est la politique du gouvernement du Cameroun méridional de le rendre gratuit dès que possible, de la façon que j'ai exposée.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, il m'est possible de donner au représentant de la Birmanie des chiffres plus à jour que ceux dont il disposait. On compte 39 boursiers du Cameroun dans les divers établissements d'enseignement supérieur; parmi eux, huit se destinent au professorat, sept à des postes de techniciens; d'autres se proposent de devenir ingénieurs-agronomes, vétérinaires; d'autres se destinent à la musique. Des bourses sont aussi octroyées par le gouvernement fédéral, la Cameroons Development Corporation et des entreprises établies dans le Territoire. On a déploré l'absence d'établissements d'enseignement supérieur dans le Territoire sous tutelle proprement dit; mais le gouvernement fédéral dispose d'établissements qui desservent l'ensemble de la Fédération et qu'on trouve énumérés à la page 199 du rapport annuel; ces établissements sont ouverts sans restriction aux étudiants du Cameroun; il est sans exemple qu'un étudiant camerounais ait été empêché d'y entrer. Au stade actuel de développement du Territoire, ce serait disperser les fonds et les efforts que de créer des institutions parallèles à l'intérieur des frontières du Territoire.

On a évoqué le problème de la radiodiffusion. Une législation récente a soustrait la radiodiffusion au contrôle direct du gouvernement et l'a érigée en corporation indépendante, de façon à la confier à un organisme dont les attributions statutaires garantissent des émissions impartiales, dégagées de l'influence du gouvernement du jour. Toutes les régions sont représentées au conseil d'administration de cet organisme, qui radiodiffuse un programme dirigé vers le Cameroun méridional; une section des programmes, contrôlée par un Camerounais, assure l'alimentation des émissions en informations, en concerts, en causeries, etc. Le territoire du nord est desservi par un service spécial à cette zone. D'ores et déjà, la corporation radiodiffuse des programmes scolaires, avec le concours d'un pédagogue qualifié.

La plupart des salles de lecture et des centres communautaires, à tout le moins dans le Cameroun méridional, disposent de postes récepteurs. Le nombre des postes récepteurs en possession des particuliers croît sans cesse. Les services de radiodiffusion veillent à ce que des postes récepteurs simples et bon marché soient mis à la disposition du public.

Le domaine de la santé publique a fait l'objet d'un ample débat au sein du Conseil de tutelle. Diverses délégations ont mis l'accent sur la nécessité d'une plus large diffusion parmi la population des notions d'hygiène, sur l'utilité de mesures préventives plutôt que curatives. De bons progrès sont accomplis dans cette voie grâce à l'action des visiteurs agricoles et à la création de centres d'hygiène rurale, qui font aussi fonction de dispensaires et fournissent un personnel médical aussi bien que des sages-femmes, encore que l'objet principal soit de prévenir plutôt que de guérir.

Beaucoup reste à faire pour améliorer le régime alimentaire de la population et nous touchons là au problème de la malnutrition. Mais je ne crois pas qu'il s'agisse simplement d'introduire de nouvelles cultures vivrières et de mettre à la disposition des autochtones d'autres aliments. Encore faut-il persuader la population de recourir à ces autres aliments. Le progrès en ce sens est lent mais réel; à longue échéance, c'est surtout affaire d'instruction. Le représentant de la Syrie a indiqué que les moyens de la population étaient appliqués à des choses moins essentielles, que l'argent dont elle dispose pourrait être mieux employé à des denrées plus essentielles, plus appropriées. C'est peut-être vrai. Mais le gouvernement ne peut pas dicter à la population la façon dont elle doit



dépenser son argent. En tous cas, je ne crois pas qu'on puisse remédier à la situation en essayant de restreindre la consommation de certains produits, par exemple de la bière. L'importation de bière représente moins d'une bouteille par autochtone adulte et par mois.

Je tiens à exprimer au Conseil ma vive reconnaissance pour l'accueil amical que m'ont fait tous les délégués et la compréhension qui m'a été témoignée. Le représentant de la Chine a formulé l'espoir que le cycle des questions qui m'ont été posées n'ait pas été pénible au point d'assombrir mon séjour ici. Je puis le rassurer. J'aurais été heureux d'être questionné davantage si cela avait pu être utile au Conseil.

J'aurai plaisir à transmettre à mes collègues et à d'autres personnalités du Territoire le salut de l'Ambassadeur Dorsinville qui, malgré la brièveté de son séjour dans le Territoire, s'est gagné non seulement le respect mais l'affection de tous ceux qui ont appris à le connaître.

M. BOURDILLON (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Le Représentant spécial a fourni des observations détaillées sur les divers sujets qui ont été évoqués à l'occasion du débat concernant le Cameroun sous administration britannique. Aussi me bornerai-je à quelques points d'ordre général.

Je tiens tout d'abord à dire combien ma délégation a été heureuse du caractère objectif et constructif des interventions de tous les membres du Conseil, à une exception près, au cours des deux derniers jours. Ces interventions n'ont pas été exemptes de critiques et ma délégation l'entendait bien ainsi. Ces critiques ont été énoncées par des représentants qui ont reconnu clairement et franchement ce que l'Autorité administrante s'efforce d'accomplir. De telles critiques, loin d'être préjudiciables, ne peuvent qu'encourager l'Autorité administrante. Je puis assurer mes collègues que le Royaume-Uni a conscience de la tâche difficile qui reste à accomplir dans le Territoire... Il la poursuivra, à la suite du débat qui vient de se terminer, animé d'une confiance nouvelle.

La période sur laquelle a porté l'examen a été, à bien des égards, ainsi que l'ont souligné un certain nombre de délégations, une période de consolidation. En raison des difficultés financières qui se sont présentées, des projets intéressants que les gouvernements en cause désiraient mettre en oeuvre - notamment le Gouvernement du Cameroun méridional - ont dû être ajournés afin que tous les efforts soient dirigés vers les mises en valeur essentielles dont dépend le progrès futur du Territoire.

Le Représentant spécial a rassuré le Conseil en ce qui concerne une certaine diminution apparente dans le domaine de l'enseignement, en 1955. Il n'en demeure pas moins que des projets d'expansion, dont la réalisation était fort souhaitable dans les domaines économique, social et de l'enseignement, ont dû être reportés à une date ultérieure.

Le Conseil a reconnu l'importance des efforts accomplis par l'Autorité administrante afin d'accélérer - grâce, surtout, à des fonds accordés par le Royaume-Uni - les principaux travaux, en partie tout au moins, dans le domaine des communications. Ces efforts, nous l'avons vu, portent leurs fruits en amenant un afflux de capitaux d'outre-mer dans les entreprises productives. Nous espérons que ces investissements s'accroîtront régulièrement dans l'avenir et qu'ils permettront, en même temps que des conditions meilleures sur le marché mondial, de faire régner la prospérité au Cameroun.

Il n'y a qu'une seule question à propos de laquelle je voudrais ajouter quelques renseignements complémentaires à ceux qu'a déjà donnés le Représentant spécial. Il s'agit de l'enseignement du haoussa comme deuxième langue, dans le Nord, région où il n'est pas la langue normale.

Ma délégation a pris note des suggestions faites par le représentant d'Haïti qui s'est fondé sur le rapport de la Mission de visite de 1955. Certaines délégations ont appuyé ces suggestions selon lesquelles l'UNESCO devrait se livrer à une étude de la question. Je me rends parfaitement compte que rien de coûteux ou de difficile n'est envisagé à cet égard. Si ma délégation n'appuie pas immédiatement de telles suggestions, ce n'est pas par manque de respect envers ceux qui les ont présentées ou envers l'UNESCO. Si l'Autorité administrante était convaincue qu'une étude particulière pourrait donner des résultats utiles, elle n'hésiterait pas à l'entreprendre et à demander l'assistance de l'UNESCO s'il était apparent que l'expérience très vaste de cette organisation

peut épauler le service consultatif et éducatif du Royaume-Uni. Mais ma délégation se demande si le problème ne consiste pas, tout simplement, à former des maîtres capables d'enseigner en anglais. La question est donc assez complexe. Les membres du Conseil peuvent avoir l'assurance que ces suggestions seront examinées très attentivement.

Mes autres observations auront un caractère politique et général.

En ce qui concerne le domaine politique, je crois qu'il est de mon devoir - si c'en est un - de commenter brièvement les rapports entre les parties septentrionale et méridionale du Territoire sous tutelle. Il ressort des observations faites par les membres du Conseil que certains d'entre eux pensent qu'il existe une unité, dans une certaine mesure, entre les deux parties du Territoire. Or nous devons nous rappeler combien artificielles sont les frontières qui ont été tracées autrefois dans cette partie du monde, tant en ce qui concerne l'éthnologie que la géographie. A cet égard, je dois souligner que les frontières tracées après la première guerre mondiale et auxquelles a fait allusion le représentant de l'Inde, ont été, en tout cas partiellement, une tentative de rectifier le caractère artificiel des frontières de l'ancien Cameroun allemand. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'il existe des différences notables entre la partie nord et la partie sud du Cameroun britannique, chacune étant considérée dans son ensemble.

Dire qu'il y a un manque d'unité ou une discorde, comme l'a fait, je crois, un membre du Conseil, c'est aller trop loin. Il n'y a pas de litige ou puissance, à moins que l'une des parties du Territoire sous tutelle soit contrainte d'aller dans une certaine direction. Cependant, je le répète, il y a des différences notables.

On a dit que la séparation de l'administration entre le Nord et le Sud a conduit à des économies distinctes dans les deux régions. Or, bien au contraire, c'est la division naturelle entre les parties et l'existence d'économies séparées qui ont eu pour conséquence inévitable une administration distincte.

Nous ne pouvons donc être surpris, dans ces conditions, que les habitants du Cameroun septentrional réaffirment sans cesse leurs liens avec la Nigeria. On ne peut nier, d'autre part, que le Comité consultatif du Cameroun du Nord a atteint son premier objectif en prenant cette direction plutôt qu'en se rapprochant du Sud.



L'objet fondamental de la création de ce Comité consultatif, de même que des autres mesures prises par l'Autorité administrante était de s'assurer que les aspirations de la population du Cameroun du Nord seraient clairement entendues. Si l'Autorité administrante s'était efforcée, par un moyen ou un autre, d'utiliser le Comité de façon à simuler un mouvement d'union avec le Sud, elle aurait été coupable. L'objectif fondamental du Royaume-Uni, à cet égard, a toujours été de déterminer et de respecter les aspirations de la population.

Il a également été souligné qu'il est indispensable que les parties en cause à la Conférence constitutionnelle qui va se réunir étudient les avantages qu'il y aurait à établir des institutions séparées pour la partie nord du Territoire sous tutelle. Or l'Autorité administrante ne peut prendre la responsabilité d'insister pour la création de ce qui, en fait, serait une division artificielle entre la partie nord du Territoire sous tutelle et la région nord de la Nigeria. D'ailleurs, jusqu'à présent tout au moins, les représentants de la partie nord du Territoire sous tutelle n'ont pas manifesté le désir de créer des institutions politiques distinctes.

Ma délégation est reconnaissante de la modération avec laquelle les membres du Conseil ont parlé de la Conférence de Londres qui doit se réunir.

Pour conclure, je voudrais simplement souligner, une fois de plus, que les résultats de la Conférence, soit en ce qui concerne le Territoire sous tutelle, soit en ce qui concerne la Fédération dans son ensemble, ne doivent pas être préjugés. Le Territoire sous tutelle, ainsi qu'en témoignent ces débats, doit faire face à de nombreux problèmes. Le Gouvernement de Sa Majesté a toujours des obligations positives à remplir et il doit s'assurer que celles-ci, qui sont prescrites par la Charte des Nations Unies, sont accomplies.

M. Field, Représentant spécial de l'Autorité administrante pour le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration britannique, se retire.

Constitution du Comité de rédaction.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil a ainsi terminé sa discussion sur le Cameroun sous administration britannique. Conformément à la procédure habituelle, je propose que le Comité de rédaction pour le Cameroun sous administration britannique soit composé de représentants de la Birmanie, de la Chine, de l'Italie et de la Nouvelle-Zélande.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je vous demande, Monsieur le Président, de bien vouloir mettre aux voix les candidatures que vous venez de proposer.

Par 13 voix contre zéro, sans abstention, la Birmanie est nommée membre du Comité.

Par 9 voix contre 2, avec 3 abstentions, la Chine est nommée membre du Comité.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, l'Italie est nommée membre du Comité.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, la Nouvelle-Zélande est nommée membre du Comité.

EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE, 1955 (T/130 1304 et Add.1; T/PET.7/520; T/L.740) /Point 3 e de l'ordre du jour/ (suite)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je rappelle au Conseil de tutelle qu'il a décidé, hier, d'entendre le représentant du Comité de l'Unité togolaise, M. Sylvanus Olympio.

Sur l'invitation du Président, M. Sylvanus Olympio, représentant du Comité de l'Unité togolaise, prend place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole à M. Olympio, représentant du Comité de l'Unité togolaise.

M. OLYPIO (Comité de l'Unité togolaise) (interprétation de l'anglais) : Je vous suis extrêmement reconnaissant, Monsieur le Président, ainsi qu'aux membres du Conseil de tutelle, pour m'avoir permis de paraître devant vous afin de faire une déclaration au cours de la discussion du rapport annuel sur le Togo sous administration française.

Comme vous le savez, depuis que l'Assemblée générale a été appelée à s'occuper sans cesse davantage du problème de l'unification du Togo, nous n'avons pas demandé à être également entendus par le Conseil de tutelle. Mais il est clair maintenant que la solution du problème du Togo - et, plus particulièrement, celui de la destinée du peuple Ewé auquel j'appartiens - ne pourra être décidée, en fin de compte, que par nous-mêmes, lorsque nous aurons acquis notre indépendance et lorsque nous serons enfin libres de remplir nos propres aspirations, conformément aux méthodes démocratiques. Entre-temps, l'avenir du Togo français lui-même, en tant qu'entité, est en jeu et la responsabilité spéciale du Conseil de tutelle est de s'assurer que son statut en tant que Territoire sous tutelle est protégé. Nous sommes reconnaissants au Conseil de la protection qu'il nous a accordée l'an dernier en refusant de s'associer au référendum destiné à consacrer l'intégration du Togo dans la République française. Nous le remercions aujourd'hui d'insister pour dire, malgré tous les arguments opposés, que le Togo ne jouit pas encore de l'autonomie, mais qu'il continue d'être un Territoire sous tutelle sous la surveillance et la protection des Nations Unies.

Nous avons, une fois de plus, besoin de votre aide, et ce dans des limites qui nous semblent raisonnables et possibles et qui ne gêneront certainement en rien la tâche de la mission de l'Assemblée générale qui se rendra prochainement au Togo.

Les buts principaux de mon parti en demandant cette audition sont les suivants:

Premièrement, souligner une fois de plus - si c'est nécessaire - que l'Accord de tutelle ne doit pas être abrogé en raison de notre nouveau Statut qui ne nous donne ni l'indépendance ni même l'autonomie complète.

Deuxièmement, demander à nouveau que la liberté politique soit rétablie et garantie au Togo, permettant à tous les partis politiques d'exercer librement leurs droits de parole, de réunion et de déplacement, sans aucune intervention, directe ou indirecte, de l'Autorité administrante.

Troisièmement, demander, ainsi que l'Assemblée générale l'a recommandé, que l'Assemblée législative actuelle, élue avant que le nouveau Statut du Togo ait été même proposé ou mentionné, et élue au suffrage restreint, dans les conditions les plus défavorables, soit dissoute et que de nouvelles élections, complètement libres, aient lieu sur la base du suffrage universel des adultes.

Peut-être est-il inutile de soulever à nouveau la question de l'abrogation de l'Accord de tutelle, étant donné qu'à la dernière session de l'Assemblée générale,



la France a retiré sa demande, lorsqu'il est devenu évident que l'Assemblée générale ne considérerait pas cette abrogation comme justifiée. Rien n'est venu modifier cette situation. Le Statut du Togo a été quelque peu amendé, mais non de manière fondamentale.

Les membres du Conseil connaissent bien ce nouveau Statut qui a été accordé au Togo sous administration française au mois d'août dernier et qui a changé le nom du Territoire en "République autonome du Togo". Les membres du Conseil savent également, ainsi que je l'ai dit, que l'Assemblée générale n'a pas estimé que les dispositions du Statut étaient suffisantes pour accorder l'entière autonomie intérieure, pour ne pas parler de l'indépendance, au Togo sous administration française. Certains amendements au Statut ont, depuis, été proposés par le Gouvernement togolais et approuvés par le Cabinet français; un nouveau décret - No 57-359, en date du 22 mars 1957 - a, depuis, transformé ces amendements en loi. Mais, avant de présenter des commentaires sur ces amendements, qu'il me soit permis d'attirer l'attention du Conseil sur deux articles du Statut lui-même qui demeurent inchangés et qui, à notre avis, constituent les caractéristiques soulevant le plus d'objections dans l'ensemble du texte.

En premier lieu, l'article 25 dispose :

"Les citoyens togolais ont accès à toutes les fonctions civiles et sont électeurs et éligibles, dans l'ensemble de la République française, dans les mêmes conditions que les citoyens français. Les citoyens français jouissent au Togo de tous les droits et libertés attachés à la qualité de citoyen togolais."

Ce n'est rien d'autre qu'une intégration pure et simple du Territoire sous tutelle dans la République française, sans aucun espoir laissé au Territoire de devenir jamais un Etat libre et indépendant. On nous donne le droit de voter et d'être éligibles dans l'ensemble de la République française, alors que ce qu'il conviendrait de faire en premier lieu serait de renforcer ces droits dans notre propre pays. Tous les Français, non seulement en France, mais dans les colonies, du Pacifique à l'Atlantique, reçoivent au Togo tous les droits et toutes les libertés des Togolais, sans notre consentement. Je dis bien "sans notre consentement", étant donné que nul ne prend au sérieux le référendum organisé au mois

AS/GR

T/PV.778  
- 19/20 -

M. Olympio

d'octobre dernier pour ratifier les dispositions du Statut. Peut-être devrais-je ajouter, pour préciser, que toutes les colonies françaises constituent une partie intégrante de la République française. Une disposition telle que celle contenue dans l'article 25 de notre statut devrait, si elle était souhaitable, être laissée à la décision des habitants du pays lorsqu'ils seront devenus pleinement autonomes.

M. Olympio

Une deuxième disposition du Statut confirme l'intégration du territoire dans la République française. Il s'agit de l'article 38 qui précise la procédure d'amendement du Statut. Voici cet article :

"Le présent Statut, susceptible d'évolution, peut être modifié à la suite d'un vœu de l'Assemblée législative togolaise. Aucune modification ne peut entrer en vigueur avant un vote favorable de cette Assemblée".

Notre Assemblée législative, qui est supposée être un organe plénier, souverain et législatif de la République autonome, ne peut ni modifier ni amender son Statut. Elle ne peut que faire des propositions que le Gouvernement français acceptera ou rejettera. Il est prouvé que des propositions ayant reçu un avis favorable unanime de l'Assemblée législative peuvent n'être pas acceptées par le Gouvernement français, ainsi que le cas s'est présenté pour les deux derniers amendements proposés par notre Assemblée. Par exemple, cette Assemblée avait proposé de supprimer le troisième paragraphe de l'article 22 du Statut, dont je vais vous rappeler les termes :

"Indépendamment des recours contentieux de droit commun, ces règlements peuvent être l'objet, dans un délai de dix jours, à compter de leur publication, d'un recours du Haut-Commissaire devant le Conseil d'Etat aux contentieux. Ce recours n'est pas suspensif."

A Paris, le Cabinet français a, au contraire, estimé que ce paragraphe était essentiel et l'a maintenu en dépit du vote unanime de l'Assemblée législative. Ainsi, un vœu unanime de l'Assemblée du Togo est resté lettre morte. Quant aux autres amendements proposés par l'Assemblée et approuvés par le Cabinet français, ils avaient avant tout pour objet de renforcer et de préciser les pouvoirs du Premier Ministre selon les termes du Statut. Une nette distinction a été maintenant faite entre les problèmes qui sont du ressort du Cabinet des ministres, présidé par le Premier Ministre, et ceux qui sont du ressort du Conseil des ministres, présidé par le Haut-Commissaire français. L'amendement le plus frappant a consisté à supprimer le dernier paragraphe de l'article 17, qui prévoyait que la qualité de Premier Ministre ou de Ministre est incompatible avec les fonctions de membre de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République, de l'Assemblée de l'Union française ou du Conseil économique. Il résulte de



cet amendement que notre Premier Ministre, qui aurait dû autrement abandonner son mandat de député à l'Assemblée nationale française, continue de remplir les deux fonctions de Premier Ministre et de député. Même en Algérie, qui est une partie de la France, nul ne peut être en même temps membre de l'Assemblée algérienne et de la Chambre des députés française, ce qui nous porte à nous demander si l'exception faite en ce qui concerne la République autonome du Togo n'est pas motivée par des raisons dues au désir d'intégration qui, comme je l'ai déjà relevé, apparaît en d'autres points encore du Statut.

Je voudrais cependant rappeler la position que nous avons adoptée, mes collègues et moi, devant la Quatrième Commission. J'ai déclaré que ce qui était essentiel, c'était d'abandonner l'idée de vouloir mettre fin à l'accord de tutelle, et de considérer plutôt le Statut comme un pas dans la voie de l'autonomie ou de l'indépendance. Si l'on nous autorise à adopter cette position - et nous pensons que tant l'attitude du Conseil de tutelle que celle de l'Assemblée générale le permettent - nous sommes prêts à admettre tout ce que ce Statut contient d'utile et nous sommes prêts à coopérer à sa mise en vigueur et à son amélioration progressive.

J'ai demandé que de nouvelles élections au suffrage universel des adultes aient lieu afin de désigner une nouvelle Assemblée législative au sein de laquelle l'opposition, même si elle ne devait pas obtenir de pouvoir, serait au moins représentée. J'ai dit que nous pourrions réexaminer avec soin le Statut afin de voir les améliorations qui pourraient lui être apportées de façon qu'il devienne avec le temps et grâce à notre collaboration et à l'expression de nos désirs, un instrument établissant réellement l'autonomie ou l'indépendance et permettant d'envisager la fin de l'Accord.

Je crois pouvoir dire que la Quatrième Commission a manifesté de la sympathie pour notre position. J'irai même jusqu'à déclarer que la majorité des délégations auraient été prêtes à appuyer ces principes, même sans soulever la question de l'envoi d'une Mission spéciale dans le Territoire. Nous serons évidemment très heureux d'accueillir cette Mission, mais si, comme l'a dit ensuite à Paris le Ministre français d'outre-mer, M. Defferre, elle n'est destinée qu'à "surveiller la mise en vigueur du Statut", les principes que nous avons exposés devant la Quatrième Commission - élections nouvelles, liberté politique et

évolution libre et progressive du Statut - restent d'actualité.

Nous voudrions rappeler que le représentant des Etats-Unis d'Amérique, M. Frank C. Nash, a déclaré à l'époque - et je cite un passage de sa déclaration du 8 janvier 1957 telle qu'elle a été reproduite par un document de presse :

"Notre délégation a été particulièrement frappée par les paroles favorables qu'ont prononcées MM. Olympio, Santos et Akakpo à l'égard du nouveau Statut. Nous avons été également frappé par la façon dont l'opposition - c'est-à-dire les mêmes pétitionnaires - a manifesté son désir de participer à des élections libres à l'Assemblée territoriale. Nous considérons cette attitude comme judicieuse et propre à faciliter, par l'intermédiaire d'une Assemblée territoriale nouvellement élue, l'expression des désirs véritables de l'ensemble du peuple togolais. Nous sommes certains que si ces événements pouvaient se produire au cours de l'année qui vient, la tâche de l'Assemblée générale, lors de sa prochaine session, en serait grandement facilitée."

Je voudrais attirer l'attention du Conseil sur les expressions "élection libre" et "désirs véritables de l'ensemble du peuple togolais". Je voudrais également attirer son attention sur le désir manifesté par le représentant des Etats-Unis de voir ces événements se produire au cours de la présente année. Puis-je rappeler que dans la résolution finalement adoptée, l'Assemblée générale recommandait l'organisation de nouvelles élections à l'Assemblée législative.

Depuis lors, trois mois se sont écoulés, mais nous n'avons reçu aucune liberté politique et aucune élection n'a été organisée ou même envisagée. C'est sur ces deux problèmes - liberté politique et élections nouvelles - que je voudrais particulièrement attirer l'attention du Conseil de tutelle. Je parlerai d'abord des libertés politiques.

Depuis de nombreuses années, j'ai constamment attiré l'attention des membres de la Quatrième Commission et de l'Assemblée générale sur l'absence complète de libertés démocratiques dans le Togo sous administration française. Il en résulte que toutes les institutions gouvernementales sont entre les mains d'un seul parti, qui est une création de la Puissance administrante. Les réunions publiques qui, en Afrique-Occidentale, constituent le seul moyen de communiquer avec les masses, d'expliquer les programmes des partis et de recruter de nouveaux membres, sont interdites, dans la plus grande partie du Togo sous administration française,

JM/SN

T/PV.778

-24/25-

M. Olympio

aux partis qui ne sont pas pro-gouvernementaux. La Puissance administrante recourt à divers moyens pour empêcher les réunions publiques organisées par des partis d'opposition. La méthode classique, évidemment, consiste à prendre un décret ou à publier une ordonnance interdisant toute réunion publique ou telle ou telle réunion publique dans une région donnée.



On en trouvera un exemple dans le récent décret du 15 mars 1957 publié par le Gouvernement de la République autonome du Togo à la veille d'une importante réunion publique prévue à Palimé et qui était organisée par le Comité de l'Unité togolaise. Ce décret interdisait toutes les réunions, toutes les démonstrations privées ou publiques et rassemblements de plus de cinq personnes sur la voie publique pour une période indéfinie dans toutes les régions limitrophes de l'ancien Togo du Sud britannique. La raison officielle de cette mesure grave était les désordres qui s'étaient produits au Togo britannique pendant la célébration de l'indépendance. Cependant, si l'on se rappelle que les troubles de la zone britannique ont commencé vers la fin de février et ont cessé après le 6 mars et que, au 10 mars, l'ordre public le plus complet avait été restauré dans ces régions troublées, et enfin, qu'aucune démonstration publique de solidarité avec ceux qui étaient responsables de ces troubles ne s'était produite dans la zone française, on voit qu'il est vraiment difficile d'accepter comme valable la raison officiellement donnée pour les mesures d'exception qui ont été prises et que, seule, une crise aurait pu justifier. A notre avis, les troubles ne constituaient qu'un prétexte; l'expérience nous a montré que l'Autorité administrante est toujours à l'affût de la moindre occasion pour gêner les activités politiques des partis d'opposition.

Le 31 mars de la présente année, le Comité de l'Unité togolaise a prévu une réunion qui devait se tenir à Atakpamé, c'est-à-dire dans la partie orientale du Togo méridional, toute activité politique étant interdite dans la partie occidentale. La déclaration normale a été faite au fonctionnaire de district, chargé de la ville - un administrateur - qui n'a pas fait d'objection; cependant, les trois chefs de quartier ont convoqué les organisateurs de la réunion et leur ont dit d'annuler celle-ci. Cependant, étant donné que, conformément à la loi, seul l'administrateur de district a le droit d'interdire une réunion publique, le Comité de l'Unité togolaise a décidé d'ignorer l'objection soulevée par les trois chefs de quartier et de tenir la réunion comme prévu.

Le matin du 31 mars, qui était un dimanche, nous nous sommes rendus à l'endroit où devait se tenir la réunion; il y avait déjà 2.000 personnes rassemblées. Quatre fonctionnaires de la police se tenaient à l'entrée de la salle et ils ont fouillé tous ceux qui y pénétraient pour s'assurer qu'ils n'avaient pas d'armes; ils ont ensuite porté tous les objets saisis au commissariat de police. Peu après

L'ouverture de la réunion, deux cents hommes environ sont sortis d'une maison voisine armés de haches, de barres de fer et de lances. Ils ont commencé à encercler la place où se tenait la réunion. Quand nous avons attiré l'attention du commissaire de police qui se trouvait avec nous, il n'a fait que sourire et nous a dit qu'il nous enverrait des renforts. Très rapidement, cependant, les hommes armés ont commencé à attaquer; ceux qui assistaient à la réunion ont naturellement réagi et ils les ont repoussés en leur jetant des pierres et certains des jeunes gens les ont poursuivis assez loin en ville. Nous nous apprêtions à poursuivre notre réunion lorsque, soudain, l'administrateur de district est arrivé avec près de 150 miliciens et gendarmes armés, qui ont également entouré l'endroit où se tenait la réunion. L'administrateur du district est entré et a remis un document aux organisateurs, leur ordonnant la dispersion immédiate de la réunion. Lorsque nous avons protesté parce que nous avons considéré son action comme illégale, il a menacé de donner l'ordre à ses hommes de tirer. Pour éviter toute effusion de sang, nous avons décidé de nous disperser, mais nous avons bien expliqué à l'administrateur de district qu'une fois de plus, l'Autorité administrante avait abusé de son pouvoir en interdisant, sans aucune raison, une réunion politique paisible. Un compte rendu complet de cet incident est contenu dans une lettre en date du 10 avril adressée par notre Président au Secrétaire général des Nations Unies.

Ce qui est inquiétant dans cet incident, c'est que l'Autorité administrante ait eu recours à la force armée pour empêcher notre parti de tenir sa réunion. M. Davy, administrateur du district français, a été tenu informé par notre organisation de tous les préparatifs que faisaient ses chefs de quartier avec l'aide de certains chefs du Parti togolais du progrès tels que Victor Atokpamé et Léonard Akakpo, qui sont tous deux employés par l'administrateur du district. L'administrateur a déclaré aux membres d'une délégation de notre parti, envoyée spécialement pour le prévenir des conséquences possibles d'une attaque non justifiée par les bandes des chefs de quartier, qu'il avait suffisamment d'hommes pour maintenir la paix et que toutes les mesures seraient prises pour éviter toute molestation possible. Plusieurs lettres lui ont été envoyées, ainsi qu'aux juges locaux, pour les informer des préparatifs que faisaient les chefs locaux pour nous frapper et pour disperser notre réunion. Tout ce que M. Davy a fait a été d'organiser une fouille complète de ceux qui arrivaient à la réunion en tenant ses gendarmes et ses miliciens à des kilomètres de l'endroit où se tenait

la réunion. Lorsque les bandes armées des chefs ont attaqué et qu'elles ont été refoulées, ayant perdu plusieurs hommes, l'administrateur du district est alors apparu avec ses hommes - non pas pour arrêter les assaillants, mais pour ordonner aux défenseurs de se disperser immédiatement. Peut-on, dans ces circonstances, douter que l'administrateur du district voulait protéger les bandes armées plutôt que les citoyens paisibles qui étaient venus à la réunion? Une fois de plus, et malgré le fait que plusieurs personnes ont été blessées dangereusement, personne n'a été arrêté.

Ces récents événements nous confirment dans notre idée qu'il y a un vrai danger de constituer au Togo, non point un Etat démocratique, mais une autocratie qui se perpétuerait. Nous voyons toujours des signes nouveaux de ce danger lorsque nous examinons une question qui se rattache très étroitement à celle de la liberté politique, à savoir celle des nouvelles élections à l'Assemblée législative du Togo. Il nous faudrait jeter un coup d'oeil en arrière pour voir les circonstances particulières dans lesquelles l'Assemblée législative actuelle a été constituée. J'espère qu'on me permettra - pour plus de clarté - de parler de certaines comparaisons qui ont été faites au Conseil récemment entre la situation au Togo français et la situation au Cameroun français. D'après les comptes rendus, j'ai constaté que l'on a permis ces comparaisons et je n'y ferai allusion que pour mieux expliquer la situation au Togo et non pour discuter les affaires du Cameroun.

Le 26 mars 1957, devant ce Conseil, le représentant de la France a expliqué très clairement pourquoi son gouvernement a suivi la procédure décidée pour le Cameroun - procédure si logique, si raisonnable et si différente de celle appliquée au Togo. Il a déclaré que, en application de la loi cadre du 23 juin 1956 - c'est-à-dire de la même loi cadre qui a donné naissance au statut du Togo - le Gouvernement français a préparé un projet de statut pour le Cameroun et l'a soumis à l'examen de la population du Cameroun elle-même. Il a ajouté - et pour être sûr d'aucune méprise, je citerai directement le texte français du T/FV.760, pages 86 et 87 :



"Il n'était pas question, dans ce cas particulier, de procéder à une consultation directe de la population par voie de référendum. Les mesures envisagées ne devaient pas, en effet, à l'inverse de ce qui s'est produit au Togo, avoir pour effet de modifier le statut international du Territoire et ses rapports avec l'Organisation des Nations Unies. Il s'agissait seulement de procéder à des réformes des institutions camerounaises, réformes profondes sans doute, mais sans effet sur le régime de tutelle existant. Il s'agissait, enfin et surtout, non point de répondre à une ou deux questions simples, mais d'examiner en détail les dispositions d'un statut. Le procédé le plus opportun pour y parvenir semblait être de soumettre ce statut à l'Assemblée territoriale. Une difficulté, toutefois, se présentait. L'Assemblée territoriale alors en fonction n'avait pas alors été élue pour se prononcer sur une semblable question. Elle approchait, d'ailleurs, du terme de son mandat qui, fixé à cinq ans, expirait normalement le 30 mars 1957. Enfin, son caractère de véritable représentativité n'apparaissait pas sans discussion, puisque les élections de 1952, d'où elle était sortie, avaient eu lieu au double collège. C'est pourquoi, en accord avec les parlementaires, exprimant dans sa majorité l'opinion publique camerounaise, le Gouvernement de la Puissance administrante prononça la dissolution de l'Assemblée. Il décida, en outre, par un décret du 16 novembre 1956, de faire procéder à de nouvelles élections pour désigner une assemblée dont la tâche essentielle consisterait à examiner le nouveau statut." (T/PV.760, pages 86 et 87).

L'orateur reprend en anglais :

Je voudrais vous faire remarquer que toutes les raisons les plus importantes données par le représentant de la France pour la dissolution de l'Assemblée camerounaise ainsi que pour procéder à de nouvelles élections valent tout autant pour le Togo que pour le Cameroun.

Vous vous rendez certainement compte que le nouveau Statut proposé pour le Cameroun est essentiellement le même que celui du Togo. Il y a certaines différences dans les détails et la procédure - on nous a déjà fait remarquer ces différences, je le reconnais - mais je parle maintenant des éléments de base, ainsi que des institutions et pouvoirs en cause. Ces derniers sont

identiques. Dans les deux cas, nous avons l'idée de Territoires représentés au Parlement de la République française, et de la citoyenneté des habitants rendue pratiquement interchangeable avec la citoyenneté française - ces deux éléments rendant les Territoires, tout au moins pour le moment, partie intégrante de la République française et les plaçant au même degré de relations avec la France.

Toujours dans ce domaine, nous avons, dans les deux cas, l'établissement d'un Conseil territorial des Ministres et d'une Assemblée législative. Dans les deux cas, les pouvoirs et la compétence de ces institutions correspondent aux pouvoirs et à la compétence réservés à la République française. Dans les deux cas, la division de ces pouvoirs et de ces matières est pratiquement la même. Si même les vœux de l'Assemblée représentative camerounaise sont respectés, il se pourrait que le nouveau Statut du Cameroun soit, entre autres choses, plus avancé que celui du Togo. Je pense notamment à la question de l'évolution ou de la révision du Statut. Au Togo, comme vous savez, notre Assemblée peut exprimer un vœu afin que des changements soient apportés, mais ensuite tout dépend de l'accord de la France. D'autre part, au Cameroun, les représentants élus ont demandé pour leur Assemblée le droit absolu de décider des modifications à apporter au Statut, et si cette requête est accordée, ils auront un grand avantage sur nous.

Par conséquent, lorsque le représentant de la France déclare qu'il s'agissait uniquement, au Cameroun, de procéder à des réformes des institutions sans effet sur le régime de tutelle existant, la même déclaration aurait pu et même aurait dû être faite à propos du Togo. Si ces réformes ne modifient pas le Statut du Cameroun, ces mêmes réformes ne peuvent modifier le Statut du Togo.

On nous dit maintenant que la méthode employée au Togo pour consulter la population au sujet du nouveau Statut ne consistait pas, comme au Cameroun, à élire une nouvelle assemblée au suffrage universel, mais à mettre le statut aux voix par référendum. Mais quelle était la question en jeu lors du fameux référendum du 28 octobre 1956 ? Je vous rappellerai qu'il y avait deux bulletins de vote, chacun de couleur différente. Sur le bulletin de vote rose, était inscrit ce qui suit : "Le Statut du Togo, tel qu'il est établi dans le décret No 56-847 du 27 août 1956, et la fin du régime de tutelle institué conformément à l'Accord du 13 décembre 1946."

Sur l'autre, le bulletin blanc, le choix était exprimé comme suit :

"Continuation du régime de tutelle établi selon l'Accord du 13 décembre 1946".

Il n'était pas du tout question du Statut. En d'autres termes, on ne pouvait voter en faveur du Statut qu'en votant en même temps pour la fin du régime de tutelle. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous nous étions alors opposés au référendum. Nous avons dit clairement que nous estimions le Statut très intéressant en soi, s'il pouvait être considéré comme un pas en avant dans la voie de l'autonomie, mais que nous ne pouvions prendre part à aucune consultation qui impliquerait, comme dans le cas que je viens de citer, que le Statut et l'autonomie sont une seule et même chose.

Nous estimions alors - et nous estimons toujours - que nous n'avions pas de choix réel. Si nous voulions voter uniquement en faveur du Statut seul, nous ne pouvions pas le faire. Nous ne pouvions voter pour le Statut qu'en votant en même temps pour l'abrogation de la tutelle. Si nous voulions que la tutelle fût maintenue, nous ne pouvions pas voter pour le Statut.

Il a été dit - bien après que cet événement se soit produit - que ce n'était pas le cas. Les représentants de la France ont déclaré, à plusieurs reprises, que même si une majorité avait voté en faveur du second choix - c'est-à-dire la continuation du régime de tutelle - nous aurions quand même gardé le nouveau Statut. Je dois dire que cela semble très logique; il paraît, en effet, inconcevable qu'une Puissance coloniale moderne revienne en arrière et supprime les réformes déjà apportées parce que les conditions d'abrogation de l'Accord lui paraissent inacceptables. Je suis certain que le représentant de la France sera d'accord avec moi sur ce point.

Cependant, si une telle situation pouvait être trouvée logique, elle aurait néanmoins été illégale. La loi au titre de laquelle ce référendum avait été organisé - la fameuse loi-cadre du 23 juin 1956 - indique clairement que le prix du Statut était la fin du régime de tutelle. Conformément à l'article 8 de cette loi, les dispositions du Statut ne pouvaient être mises en oeuvre avant l'organisation du référendum; et le but de ce référendum, tel qu'il était établi par la loi, était de "permettre à la population de choisir entre le Statut ... et le maintien du régime de tutelle..."

Nous devons donc écarter l'idée suivant laquelle le référendum du 28 octobre constituait, dans quelque sens que ce soit, une consultation de la population quant à la nature du nouveau Statut. Et si le Statut ne signifie



pas l'autonomie - et il est admis que le Statut analogue du Cameroun ne signifie pas l'autonomie - le référendum est certainement une consultation encore moins valable pour déterminer si la population désire le maintien ou la fin du régime de tutelle.

Le représentant de la France a affirmé que, dans tous les cas - et principalement au Cameroun - il ne s'agissait pas seulement de répondre à une ou deux questions très simples, mais d'examiner en détail les dispositions du Statut. Cela ne s'applique-t-il pas également au Togo ? Notre population n'avait-elle pas, elle aussi, le droit d'étudier notre projet de Statut en détail, point par point ? L'Autorité administrante elle-même a dû penser qu'une telle solution était juste et logique, puisque, avant l'organisation du référendum et même avant la publication du nouveau Statut dans sa forme finale, le projet en avait été soumis à l'Assemblée territoriale en août 1956.

Nous en arrivons ainsi à la différence réelle entre la procédure suivie au Togo et celle qui a été suivie au Cameroun - différence que le représentant de la France peut ne pas avoir expliquée, mais qu'il a néanmoins soulignée par sa déclaration même au sujet du Cameroun.

Il a dit que l'ancienne Assemblée camerounaise, telle qu'elle existait alors, n'était pas l'organe adéquat pour un examen du nouveau Statut. Il en a donné deux raisons. La première, c'est que l'Assemblée camerounaise n'avait pas été élue afin de se prononcer sur une question de ce genre.

Eh bien, on aurait pu - et on aurait dû - dire exactement la même chose à propos de l'Assemblée togolaise.

Notre Assemblée n'a pas été élue, elle non plus, pour se prononcer sur le nouveau Statut. Je dois insister sur ce point. L'Assemblée togolaise a été élue le 12 juin 1955 - je répète : le 12 juin 1955 et non pas 1956 - c'est-à-dire une année entière avant la promulgation de la loi-cadre qui annonçait le Statut actuel. Rien n'indiquait, à cette époque, que l'Assemblée serait un jour invitée à donner son opinion au sujet du nouveau Statut.

En fait, le Parlement français venait simplement de voter les réformes du 16 avril 1955 et personne n'aurait pu prédire, à ce moment-là, que cette Assemblée, qui avait été élue pour mettre ces réformes en vigueur, serait appelée à exprimer ses vues sur un Statut complètement nouveau.

Comme le représentant de la France l'a dit à propos de l'Assemblée camerounaise, l'Assemblée togolaise - chacun l'admettra - "n'avait pas été élue pour se prononcer sur une semblable question".

Telle est la première et la principale raison qui vous a été donnée pour expliquer que l'Assemblée camerounaise ne constituait pas un organe consultatif. La deuxième et non moins importante raison que l'on a invoquée était que - je cite exactement - "son caractère de véritable représentativité n'apparaissait pas sans discussion"; en d'autres termes, le caractère représentatif de cette assemblée pouvait être mis en doute.

Le caractère représentatif de l'Assemblée togolaise, élue le 12 juin 1955, apparaissait également - pour ne rien exagérer - discutable. Tout d'abord, elle n'avait pas été élue au suffrage universel, mais selon l'ancien mode de suffrage restreint qui, en mettant les choses aux mieux, ne pouvait fournir qu'un corps électoral groupant à peine la moitié des électeurs qui auraient été habilités à voter au suffrage universel. D'autre part, cette élection ne portait que sur un seul parti. Tous les partis véritablement nationalistes, après des protestations réitérées contre les méthodes électorales employées et contre les restrictions apportées à la liberté politique, avaient décidé de s'abstenir aux élections. Nous n'avons pas présenté de candidats et la plus grande partie de la population a refusé de voter.

J'insiste sur le fait que nous avons adopté cette position après avoir minutieusement examiné la situation et après avoir épuisé tous les moyens constitutionnels propres à nous assurer des garanties normales de liberté politique. Il ne nous restait d'autre recours que de renforcer notre protestation par notre abstention aux élections. Nous avons même sacrifié les sièges que nous aurions pu gagner en dépit des fraudes, des manipulations et

M. Olympio

de toutes les intimidations. Il en est résulté que l'Assemblée territoriale a été virtuellement composée d'un seul parti. C'était un monopole constitué par l'alliance des partis pro-administratifs du Togo méridional et du Togo septentrional. L'Assemblée était dominée par l'Administration, dirigée par des citoyens français; elle s'appuyait sur des chefs qui étaient eux-mêmes des agents de l'Administration et comportait une grande proportion de fonctionnaires gouvernementaux qui n'avaient pas démissionné de leurs emplois et n'avaient pas renoncé à leur allégeance envers l'Administration.

Voilà pourquoi le Togo, aussi bien que le Cameroun, avait une assemblée qui - le représentant de la France l'a dit lui-même - n'avait pas été élue pour étudier le nouveau Statut, et dont le caractère représentatif ne semblait pas au-dessus de toute discussion.

Mais que s'est-il produit? Au Cameroun, pour les raisons que je viens d'énoncer, la France a dissous l'Assemblée territoriale, a annoncé que de nouvelles élections seraient organisées au suffrage universel des adultes et a ouvertement et publiquement garanti que l'Administration n'interviendrait pas dans les élections. Celles-ci ont été organisées et, pour autant que nous puissions en juger, elles se sont déroulées dans une atmosphère de liberté raisonnable. De nouvelles personnalités, de nouveaux dirigeants sont apparus. La nouvelle Assemblée a entrepris très sérieusement, mot par mot - je dirai presque, virgule par virgule - l'examen du projet de nouveau Statut. Elle s'est consacrée pendant trois semaines à la discussion publique du projet et elle a présenté de nombreuses propositions tendant à améliorer le Statut. Elle a clairement établi le fait que le Statut devait être considéré comme un pas vers l'autonomie, mais non point comme l'accomplissement de cette autonomie et la fin du régime de tutelle.

Il n'y a pas eu de nouvelles élections au Togo. Le Statut a été rédigé et accepté à titre préliminaire par le Gouvernement français et par deux hommes - un en particulier - qui avaient pris sur eux de renoncer aux aspirations de notre peuple à l'autonomie et à l'indépendance. J'ai donc de bonnes raisons de croire qu'aussi bien les amendements que le Statut lui-même ont été rédigés après un



accord préliminaire, conclu à titre privé. Ces hommes ont porté le projet de statut et les amendements devant une Assemblée territoriale qui, je le répète, n'avait pas été élue pour les examiner et dont le caractère représentatif pouvait être sérieusement mis en doute.

Le projet de Statut n'a été publié au Togo que quelques heures avant d'être soumis à l'examen de l'Assemblée. Alors que trois semaines ont été consacrées au Cameroun à la discussion, à l'amendement et à l'amélioration du Statut, au Togo, quelques heures de discussion publique ont paru suffisantes.

Ce n'est pas tout. L'Assemblée territoriale en question est devenue maintenant, sans élection ni modification, l'Assemblée législative. Les hommes qui avaient pris la question en main, à Paris, sont devenus Président de l'Assemblée et Premier Ministre du Togo. Ils le sont toujours. Comme je l'ai déjà dit, ces hommes ont modifié le statut de telle sorte qu'il n'y ait aucun obstacle à ce que le Premier Ministre du Togo, soit tout à la fois membre du Parlement français, député et sénateur.

Je m'adresse au représentant de la France, en sa qualité de citoyen d'une démocratie. Je lui demande de convenir avec moi qu'il n'est pas normal, ni même démocratique, d'introduire dans un pays des réformes prétendument importantes et qui peuvent apporter à ce pays l'autonomie, en les faisant entériner et appliquer par une assemblée qui n'a pas été élue à cette fin et qui n'a même pas été élue démocratiquement. Je lui demande de se référer à l'histoire de France. A l'issue de la guerre, la France a-t-elle autorisé le Gouvernement provisoire à rédiger et à adopter une nouvelle Constitution française ? Certainement non. La France a élu une Assemblée constituante et c'est cette Assemblée qui a adopté les textes constitutionnels.

Quelle est actuellement la situation du Togo ? La loi sur le suffrage universel a été promulguée dans tous les territoires sous administration française. Des élections au suffrage universel ont eu lieu au Cameroun en décembre 1956. Des élections au suffrage universel ont également eu lieu dans tous les territoires africains d'outre-mer et à Madagascar en mars 1957. Mais au Togo - le seul territoire ayant reçu le nom de république autonome et qui semblait devoir guider les autres - il n'y a pas eu d'élections au suffrage universel, et rien n'indique que de telles élections seront organisées à brève échéance.

DD/0

T/PV.778  
- 39/40 -

M. Olympio

Pourquoi en est-il ainsi ? Peut-être est-il trop tard pour rectifier les erreurs du passé ? Peut-être est-il trop tard pour procéder maintenant à des élections qui auraient dû avoir lieu l'année dernière, avant que le projet de Statut soit soumis à l'examen de l'Assemblée territoriale ? Mais il n'est pas trop tard - même s'il est très tard - pour dissoudre cette assemblée et la réélire au suffrage universel. Notre Statut lui-même en dispose ainsi.

L'article 6 déclare : "L'Assemblée sera élue pour cinq ans, au suffrage universel direct." Malheureusement, cependant, il y a également une clause transitoire, à l'article 42, d'après laquelle l'Assemblée territoriale existante deviendra l'Assemblée législative pour une durée qui ne pourra dépasser son mandat initial. Je dis "malheureusement" parce que, tandis que cette clause provisoire serait tout à fait normale dans le cas du Cameroun, où de nouvelles élections ont eu lieu d'avance, précisément pour créer une Assemblée législative, il n'y a pas eu d'élections semblables au Togo.

Mais il n'y a rien, même dans cette clause provisoire, qui puisse justifier l'Assemblée existante lorsqu'elle prétend devoir terminer son mandat, qui doit prendre fin en 1960. Cette clause dit seulement que l'Assemblée ne doit pas dépasser le terme primitivement fixé. Il serait certainement normal, il serait même urgent, étant donné les circonstances, qu'il y ait de nouvelles élections sans délai. Cependant, lorsque nous avons soulevé la question devant la Quatrième Commission il y a quelques mois, le représentant de la France a répondu sèchement que c'était l'affaire de l'Assemblée togolaise elle-même et que l'Autorité administrante n'avait aucun pouvoir pour intervenir. Tout d'abord, je me demande s'il n'y a pas là une façon d'inviter à la dictature dans notre pays. Nous avons actuellement une Assemblée qui ne comprend les représentants que d'un parti et qui appuie le gouvernement d'un seul parti. Cette Assemblée sera-t-elle libre de rester en fonction, en dépit des désirs de la population et à l'encontre des éléments les plus évidents de la démocratie ? Supposons que l'Assemblée décide par un vote de rester en fonction jusqu'en 1960 et qu'elle demande ensuite à la France de modifier le statut pour lui permettre de rester à jamais en fonction. Est-ce que la France s'inclinera devant cette requête comme elle semble prête à le faire aujourd'hui ?

En second lieu, je dois m'opposer à cette assertion selon laquelle l'Autorité administrante n'aurait pas le pouvoir d'intervenir. Le Togo est encore un Territoire sous tutelle. C'est un fait reconnu non seulement par les Nations Unies, mais par le statut lui-même. Les mêmes dispositions provisoires qui permettent à l'ancienne Assemblée de se transformer en Assemblée législative garantissent de façon expresse, aux articles 39 et 40, que, aussi longtemps que le Togo restera



soumis au régime de tutelle, l'Autorité administrante exercera un veto sur les actions des institutions togolaises. Un veto est certainement une arme à deux tranchants: on peut l'utiliser pour empêcher qu'il soit mis obstacle à une mesure telle que l'organisation de nouvelles élections alors que les principes et les objectifs du régime de tutelle l'exigent de façon urgente.

J'adresse un appel à la fois au représentant de la France et au Conseil de tutelle pour qu'ils interviennent afin que des élections soient tenues sans délai au Togo comme le prescrivent les lois qui nous régissent et comme le requièrent les principes élémentaires du régime de tutelle et de la démocratie. Comme vous le savez, l'Assemblée générale a recommandé, il y a trois mois, dans la résolution qu'elle a adoptée sur l'avenir du Togo sous administration française que

"en plus des nouvelles réformes que les autorités intéressées jugeraient appropriées, l'Assemblée législative du Territoire soit constituée le plus tôt possible, par voie d'élections au suffrage universel des adultes."

(A/RES/455)

Le retard qui s'est déjà produit et tout nouveau délai ne sauraient être interprétés que sur un plan politique. Il n'y a pas d'obstacles d'ordre technique; les récentes élections qui ont eu lieu au Cameroun et dans tous les autres territoires français d'Afrique ont prouvé que des élections au suffrage universel peuvent être organisées dans un délai assez bref et sans difficultés sérieuses. Les mêmes méthodes et les mêmes procédures peuvent être appliquées au Togo, tout au moins pour ces premières élections, même s'il n'est pas possible de mettre au point une loi électorale spéciale pour le Togo. Après tout, il y a suffrage universel ou il n'y a pas suffrage universel; il y a liberté et justice ou il n'y a pas liberté et justice. Tels sont les principaux arguments.

Cependant, au Togo, on ne nous a rien dit au sujet des élections à l'Assemblée législative qui avaient été recommandées par l'Assemblée générale et demandées par tous les peuples démocratiques. On ne nous a même pas dit qu'il y aurait des élections quelconques et encore moins qu'il y en aurait bientôt. Même nos élections municipales, qui devaient avoir lieu ce mois-ci, ont été ajournées sine die sous prétexte que le Togo devait tout d'abord mettre sur pied son propre système de gouvernement municipal. Mais si telle était la véritable raison - ce qui n'est pas le cas - on ne peut pas s'en servir de prétexte pour renoncer à avoir des élections à l'Assemblée législative, puisque celle-ci est déjà créée par notre statut.

Pour conclure, je résumerai en quelques mots les deux procédures au sujet desquelles nous adressons un appel au Conseil, y compris l'Autorité administrante, pour qu'il nous assiste dans l'intérêt même de tous les peuples du Togo.

Tout d'abord, nous vous demandons d'insister pour que toutes les mesures nécessaires soient prises afin que soient accordées à tous les partis la liberté de parole, la liberté d'assemblée et la liberté de déplacement au Togo.

En second lieu, nous demandons que, une fois ces garanties de liberté politique accordées et appliquées, une date prochaine soit fixée pour les élections à l'Assemblée législative togolaise par le suffrage universel des adultes, comme le prévoit notre statut lui-même, comme l'a recommandé l'Assemblée générale il y a trois mois et comme l'exigent les principes démocratiques et ceux qui sont à la base du Conseil de tutelle.

Je remercie le Président et le Conseil de tutelle pour la patience avec laquelle ils m'ont écouté et je suis à leur disposition, bien entendu, pour répondre à toutes les questions qui pourraient m'être posées.

M. BARGUES (France) : Il est hors de mon propos d'engager une controverse avec le pétitionnaire. Il est hors de mon propos d'entamer une discussion en ce moment sur les mesures d'application du statut, la réalisation des réformes et la mise en place des nouvelles structures de la République autonome du Togo. Je pense, en effet, que le moment serait mal choisi étant donné que, dans quelques semaines, la Commission désignée par le Président de l'Assemblée générale doit se rendre dans le Territoire et étudier ses différents problèmes. J'estime qu'il appartient au Gouvernement français et au Gouvernement de la République autonome du Togo de réserver la primeur de leurs informations aux membres de cette Commission. Il serait donc discourtois de ma part, à l'égard des membres de cette Commission, d'examiner des problèmes qu'elle a pour mandat d'étudier sur place. Au surplus, je pense que certains éléments d'information nous manquent si nous ne connaissons pas l'opinion des membres de la Commission. J'ai la plus grande estime pour le pétitionnaire; les informations qu'il nous a données sont extrêmement intéressantes; j'ai la faiblesse de penser, cependant, que celles que pourront nous apporter les membres de la Commission seront empreintes d'une plus grande impartialité.

La délégation française estime donc qu'elle doit attendre d'avoir pu étudier le rapport de cette Commission pour prendre position sur certains des problèmes soulevés par M. Sylvanus Olympio.

Il va sans dire, cependant, Monsieur le Président, que je me réserve le droit de vous demander la parole si, au cours du débat qui va suivre, je suis appelé à faire quelques mises au point, à apporter quelques précisions, pour éclairer d'une façon plus complète la religion des différents membres du Conseil.

Je voudrais toutefois procéder auparavant à quelques mises au point.

Je dirai tout d'abord au pétitionnaire que je ne peux pas le suivre lorsqu'il établit une comparaison entre le Togo et le Cameroun. Je ne veux pas dire par là que le raisonnement soit dépourvu de toute valeur; mais il n'appartient pas à M. Sylvanus Olympio, qui vient ici au nom de la population togolaise, d'instaurer devant le Conseil de tutelle un débat sur un Territoire autre que celui au nom duquel il prétend parler.

Je ferai la même observation lorsqu'il établit une comparaison avec les territoires d'outre-mer. Je me permettrai simplement de lui conseiller amicalement, s'il estime que le régime des territoires d'outre-mer est plus libéral que celui du Territoire sous tutelle, de demander la levée du régime de tutelle et l'assimilation du Territoire aux territoires d'outre-mer français.



Ceci étant donné, j'ai deux mises au point supplémentaires à faire au sujet des questions qui ont été soulevées par le pétitionnaire et qui entrent d'ailleurs d'une façon beaucoup plus stricte et plus étroite dans le rôle qu'il doit remplir ici. Il s'agit des incidents qui ont éclaté à Atakpamé le 31 mars et également de la fermeture provisoire de la frontière qui a été décidée par le Gouvernement togolais. En ce qui concerne les incidents d'Atakpamé, j'ai reçu des informations à ce sujet; d'ailleurs elles ne diffèrent pas fondamentalement des renseignements qui ont été fournis par M. Sylvanus Olympio.

Elles en diffèrent cependant sur certains points. Que s'est-il passé? Le Comité de l'Unité togolaise a voulu organiser une réunion à Atakpamé. C'était son droit le plus absolu. Peut-être n'avait-il pas très bien choisi le lieu de sa réunion ou peut-être l'avait-il trop bien choisi; en tous cas, je pense qu'il l'avait choisi sciemment. Mais je dois rappeler que le C.U.T. a, je crois, assez peu de partisans à Atakpamé; et les chefs de quartier ont été fort bien avisés en conseillant aux représentants du C.U.T. de ne pas tenir leur réunion, qui risquait de se heurter à une hostilité nettement marquée de la majorité de la population. Les chefs de quartier, comme l'a rappelé le pétitionnaire, n'ont pas qualité pour interdire une réunion. Mais je crois qu'il était de leur devoir de donner ce conseil. Cependant, la décision appartenait au Commandant de Cercle; et le Commandant de Cercle, soucieux de ne pas apporter d'atteinte à la liberté de réunion, a décidé de ne pas l'interdire. Conscient de son devoir aussi, il a pris certaines mesures destinées à assurer la sécurité non seulement, comme le prétend M. Olympio, des membres du Parti togolais du Progrès, enfin de ceux qui ne sont pas membres du C.U.T., mais aussi de ceux qui avaient organisé la réunion.

On a procédé à une fouille. M. Sylvanus Olympio nous a dit qu'on avait trouvé quelques objets dans les poches des gens ainsi fouillés. Je vais me permettre d'apporter une précision que M. Sylvanus Olympio a omise. Parmi les objets qui ont été trouvés dans les poches des paisibles participants à la réunion (et d'autres aussi; car je dois dire en toute impartialité que ces sentiments pacifiques que M. Sylvanus Olympio attribue à ses amis nous pouvons, de la même manière, les attribuer à ses adversaires; en effet, les objets qu'on a trouvés dans les poches des membres du C.U.T. et ceux qu'on a trouvés dans les poches des membres du Parti togolais étaient de même nature), je citerai au hasard, pour éclairer la religion du Conseil : un casse-tête à clous et un couteau à cran d'arrêt. Je veux bien croire que les amis de M. Sylvanus Olympio, comme ses adversaires, étaient animés d'intentions pacifiques; mais il est évident qu'aux yeux d'un fonctionnaire chargé du service d'ordre ces intentions auraient pu se manifester d'une manière plus convaincante que par le port d'objets, comme dit M. Olympio, du genre de ceux que je viens de citer.

En réalité, la réunion ayant eu lieu, les adversaires du C.U.T. ont eu une attitude menaçante, ont tenté d'attaquer l'enclos dans lequel se tenait la réunion;

M. Bargues (France)

et il est évident que les forces chargées de la sécurité publique devraient intervenir. Elles sont intervenues autant pour protéger les membres du C.U.T. que pour limiter les tentatives de ceux qui pouvaient leur porter préjudice.

En fait, ces incidents ont été relativement peu graves. Le pétitionnaire parle d'un grand nombre de personnes blessées dangereusement. En réalité, il y a eu, comme blessés : une seule blessure au couteau, une fracture, je crois; par ailleurs, il n'y a eu que des blessures extrêmement légères, par jet de pierres ou brutalités, mais sans excès, semble-t-il, puisque, en définitive, personne, en dehors des deux blessés que je viens de citer, n'a été hospitalisé. Je crois qu'un des amis de M. Sylvanus Olympio a reçu une pierre au front; mais je ne pense pas que ses jours soient en danger, ni même que sa santé en soit gravement altérée; j'en suis fort heureux d'ailleurs. En ce qui me concerne, je ne crois pas qu'il faille exagérer la portée de ces incidents. Ils sont fâcheux. Je le dis : le C.U.T. avait mal choisi ou, à son sens, peut-être trop bien choisi le lieu de sa réunion. Il s'est heurté à l'hostilité de la foule. Il était du devoir des autorités chargées du maintien de l'ordre d'interdire la poursuite de la réunion et de rétablir l'ordre par les moyens les plus opportuns.

Ma deuxième mise au point concerne la mesure prise par le Premier ministre, par un décret rendu en Conseil, et qui interdit toute réunion, toute manifestation et tout rassemblement dans certaines circonscriptions administratives limitrophes du Ghana, plus exactement limitrophes de la partie du Ghana qui est constituée par l'ancien territoire sous tutelle du Togo britannique. Cette mise au point me paraît particulièrement nécessaire non point à cause d'une prétendue gravité de la mesure prise. Là aussi, il s'agit d'une mesure prise par les autorités chargées du maintien de la sécurité publique, à savoir le Gouvernement de la République togolaise. Mais je crois que nous pouvons considérer que le pétitionnaire, en soulevant cet incident, risque de mettre en cause les rapports qui existent entre la République du Togo et le Ghana. Or, les relations de la France, de l'Afrique occidentale et du Togo avec la Côte de l'Or, lorsqu'elle était colonie britannique, et avec le Territoire du Togo britannique ont toujours été empreintes de la plus grande cordialité. Il n'y a évidemment aucune raison que ces relations soient altérées aujourd'hui que la Côte de l'Or, et avec elle le Togo britannique, sont devenus indépendants sous la forme du nouvel Etat du Ghana.



M. Barges (France)

C'est bien en effet ce qui se passe. La France a été représentée, aux fêtes de l'indépendance du Ghana, par une délégation importante qui était présidée par une des personnalités les plus éminentes de la République, M. François Mitterand, Garde des Sceaux, Ministre de la justice. L'Afrique occidentale était représentée, elle aussi, par de hautes personnalités. La République du Togo l'était par son Premier ministre et le Président de son Assemblée, invités d'ailleurs par le Premier ministre du Ghana.

Pour être plus complet, je dirai que Son Excellence Nkrumah, Premier ministre du Ghana, a effectué, au lendemain même des fêtes de l'indépendance, un voyage d'amitié, à titre privé d'ailleurs, en Afrique occidentale française et qu'il a été reçu par M. Houphouët-Boigny, en sa qualité de maire d'Abidjan, et par M. Sekoutouré, en sa qualité de maire de Konakry. M. Nkrumah se trouve encore, si mes renseignements sont exacts, en Guinée française. On voit donc quel est le climat de cordialité, d'amitié qui règne entre le Ghana et les territoires voisins, qu'il s'agisse de l'Afrique occidentale française ou du Togo.

Dans ces conditions, que devait faire le Gouvernement du Togo, à un moment où le Gouvernement du Ghana risquait de se trouver devant quelques difficultés à la suite des incidents qui - je le dis par parenthèse - ont été provoqués par des individus qui ont avec M. Sylvanus Olympio certaines affinités de sentiment. Il était absolument nécessaire que le Gouvernement de la République autonome du Togo prenne des dispositions pour éviter que certains éléments troubles, parmi ceux qui avaient suscité les incidents, ne puissent venir se mettre à l'abri des frontières et apporter ainsi, en alimentant un trouble constant, une gêne au bon fonctionnement des institutions de l'Etat du Ghana.

Je prie donc le Conseil de considérer que la mesure qui a été prise, dans la plénitude de ses attributions, par le Premier Ministre du Togo, par un décret rendu en Conseil des Ministres, avait pour objet : 1) de maintenir l'ordre dans un Territoire limitrophe d'un pays où des troubles avaient éclaté; 2) d'apporter son aide au pays ami voisin pour le rétablissement de l'ordre et de la quiétude.

HOMMAGE A LA MEMOIRE DE M. KAMAL EDDIN SALAH

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant l'interruption habituelle de la séance, je voudrais donner lecture du télégramme suivant que je viens de recevoir concernant la perte tragique de l'un de nos éminents collègues, le Ministre Kamal Eddin Salah :

"En cette heure de deuil, à l'occasion de la perte tragique de votre estimé collègue et dévoué fonctionnaire des Nations Unies, son Excellence Kamal Eddin Salah, permettez-nous de nous joindre à vous dans votre profonde tristesse, avec les sentiments de sympathie et de respect pour sa mémoire."

Ce télégramme est signé : Carl Drescher, Président de la Sinclair Somal Corporation.

La séance, suspendue à 15 h. 45, est reprise à 16 h. 5.

EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE, 1955 (T/1300, 1304 et Add.1; T/PET.7/520; T/L.740) /Point 3 e) de l'ordre du jour/(suite)

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation a écouté avec le plus vif intérêt la déclaration excellente que vient de nous faire M. Olympio, représentant du Comité de l'Unité togolaise.

Ma délégation estime que cette déclaration contient des informations fort utiles et intéressantes, qui devraient faire l'objet d'amples commentaires et de mûres réflexions.

Ma délégation désirerait poser au pétitionnaire deux ou trois questions, à la lumière des renseignements qu'il a bien voulu nous donner dans sa déclaration.

Ma délégation voudrait savoir, tout d'abord, quels sont les indices qui portent le pétitionnaire à croire que la France voudrait intégrer le Territoire sous tutelle dans la République française.

M. OLYMPIO (Comité de l'Unité togolaise) (interprétation de l'anglais): Ainsi que je me suis efforcé de l'expliquer dans ma déclaration, il semble que tout ait été fait - et continue de l'être - pour que le Togo sous administration française devienne partie intégrante de la République française. Il me suffira de rappeler à nouveau l'article 25 de notre Statut, où il est stipulé que les citoyens du Togo et les citoyens français ont les mêmes droits au Togo français. En d'autres termes, ceux qui ont la citoyenneté française bénéficient également des droits et privilèges des citoyens du Togo. D'autre part, nos ministres peuvent être en même temps membres de l'Assemblée nationale française, du Conseil de la République française et de l'Assemblée de l'Union française. Or quelqu'un qui n'est pas citoyen d'un pays donné n'est pas autorisé à siéger dans une assemblée nationale où sont promulguées les lois de ce pays. Cette disposition de notre Statut prouve donc clairement que tel est l'objectif de la politique française au Togo.

Je rappellerai au Conseil que le projet initial du Statut interdisait à tout membre de l'Assemblée législative d'être également membre de l'Assemblée nationale française. Mais, lorsque le projet de statut a été envoyé au Togo, il a été amendé en ce sens que ceux qui sont ministres peuvent devenir membres de l'Assemblée nationale française à condition qu'ils démissionnent dans un délai de six mois. Il y a quelques mois, cette clause a, de nouveau, été modifiée. Ainsi, un Premier Ministre du Togo français peut également être membre de l'Assemblée nationale française. Il est donc clair qu'à l'heure actuelle tout au moins nous faisons partie intégrante de la République française.

J'espère avoir ainsi répondu à la question qui vient de m'être posée.

M. BARGUES (France) : Je voudrais préciser à l'intention du représentant de la Syrie que, lorsque le pétitionnaire prête des intentions au Gouvernement français, il le fait sous sa seule responsabilité.

Cette mise au point faite, je voudrais également apporter certaines précisions.

Le pétitionnaire, qui sait fort bien la différence qui existe entre l'Union française et la République française, établit sciemment une confusion entre les deux. Le fait que les citoyens togolais aient accès à toutes les fonctions civiles dans l'ensemble de la République française montre que, justement, il ne font pas partie de la République française, car, s'ils étaient citoyens de la République française, il ne serait pas nécessaire de dire qu'ils ont les droits attachés à cette qualité.



Le fait que les Togolais ont, lorsqu'ils sont dans la République française, les mêmes droits que les citoyens de cette République et que, à l'inverse d'ailleurs, les citoyens de la République française ont, au Togo, les mêmes droits que les citoyens togolais ne me semble pas impliquer nécessairement l'intégration de l'un de ces pays dans l'autre.

En 1940, le Premier Ministre de la Grande-Bretagne avait suggéré la création d'une citoyenneté commune entre les citoyens français et les citoyens britanniques. La proposition, d'ailleurs, n'a pas eu de suite, mais du fait, simplement, des événements. Cependant je pense que le Premier Ministre du Royaume-Uni n'avait pas du tout l'intention d'intégrer le Royaume-Uni dans la République française et je ne pense pas non plus que les citoyens de la République française voulaient voir leur pays intégré au Royaume-Uni.

Je me permets de citer cet exemple pour montrer la fragilité de certains des arguments du pétitionnaire.

Comme suite même de mon raisonnement, je dirai que le fait que les Togolais peuvent siéger dans les assemblées françaises ne porte pas atteinte à l'autonomie dont jouit le Territoire. Il y a une certaine assemblée française où siègent des étrangers. C'est le cas de l'Assemblée de l'Union française, que le pétitionnaire a d'ailleurs mentionné et où siègent des représentants de pays qui sont Membres des Nations Unies. C'est le cas du Laos, en particulier. Que le Premier Ministre du Togo soit en même temps un parlementaire français n'implique nullement que le pays dont il est Ministre soit partie de la République française.

M. MUFTI (Syrie) : La deuxième question que ma délégation voudrait poser au pétitionnaire est la suivante. Le pétitionnaire a soutenu, à plusieurs reprises, que les élections qui ont eu lieu au Togo n'ont pas été des élections libres. Ma délégation voudrait savoir quelles sont les raisons qui portent le pétitionnaire à faire une telle affirmation.

M. OLYMPIO (Comité de l'Unité togolaise) (interprétation de l'anglais) : A maintes reprises, devant la Quatrième Commission, nous avons cité des exemples d'élections truquées. Il n'est pas nécessaire de prendre le temps du Conseil pour répéter ces exemples et pour citer des documents qui figurent déjà dans les archives des Nations Unies, afin de prouver, sans aucun doute possible, que l'Administration a organisé des élections dont les résultats étaient assurés à l'avance.

Je pourrais, cependant, citer certains passages d'instructions récemment publiées par le Gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française sur ce sujet. Dans ces instructions, le Gouverneur général déclare que les élections ne doivent plus faire l'objet de manoeuvres, que toutes les précautions doivent être prises pour que les élections soient vraiment libres. Si je me permets de demander l'autorisation de citer certains passages de ces instructions, c'est pour donner un exemple de la véracité de mes dires et de ceux de mes collègues à la Quatrième Commission.

Ces instructions officielles ont été publiées dans l'Afrique Nouvelle, journal de l'Afrique-Occidentale Française. Elles ont été envoyées à tous les gouverneurs et administrateurs en Afrique Occidentale Française à l'occasion des élections de mars dernier.

L'orateur donne lecture en français :

"Des instructions vous ont été transmises par les chefs des territoires, à la demande de M. le Ministre de la France d'Outre-Mer, soulignant la nécessité pour l'Administration de faire preuve d'une totale impartialité dans les prochaines consultations électorales. Je tiens à vous les rappeler, car le Gouvernement entend, pour l'application de la loi-cadre, confier les responsabilités nouvelles aux représentants les plus qualifiés, librement choisis par les électeurs. Je crois utile d'attirer spécialement votre attention sur un certain nombre de points, sur le rôle des sociétés de prévoyance, d'une part, sur la surveillance de la distribution des cartes électorales et du fonctionnement des bureaux de vote, d'autre part, et, enfin, sur le rôle des chefs des cantons et des villages."

L'orateur reprend en anglais :

Je ne veux pas abuser du temps du Conseil et lire l'ensemble de ces instructions. Je ne retiendrai que deux points sur lesquels insistait le Gouverneur général. Tout d'abord, voici ce qu'il disait à propos de la distribution des cartes d'électeurs.

L'orateur donne lecture en français :

"En ce qui concerne la préparation des élections, des instructions détaillées vous ont été données, conformément aux lois et règlements en vigueur. Je vous demande de veiller avec le plus grand soin à leur application. Il convient d'apporter une attention particulière à la distribution des cartes électorales, non par des représentants de l'Administration ou de la chefferie traditionnelle, mais par des commissions où sont représentés les différents groupements politiques. Ces commissions peuvent se subdiviser en sous-commissions jusqu'au niveau du village ou du quartier, de manière à assurer le contrôle à tous les échelons. Dans les circonscriptions rurales, les cartes non distribuées par la Commission doivent vous être remises avant le vote et cette remise doit donner lieu à l'établissement d'un récépissé auquel je vous demande d'accorder le plus grand soin."

L'orateur reprend en anglais :

En ce qui concerne la distribution des cartes électorales, nous avons vu, au Togo, que ces cartes ont souvent été distribuées aux chefs, donc agents de



l'Administration. Certains de ces chefs étaient même candidats aux élections. Le résultat, c'est que plusieurs cartes n'ont jamais été distribuées à ceux qui s'opposaient au chef; celui-ci les a purement et simplement gardées pour les donner à ses amis, afin qu'ils puissent voter trois ou quatre fois.

Je donnerai maintenant lecture de ce que disait le Gouverneur général au sujet des chefs.

L'orateur donne lecture en français :

"Je voudrais, en terminant, aborder une question particulièrement délicate. C'est celle du rôle des chefs dans la période électorale. Je n'ignore pas que, dans beaucoup de territoires, l'institution traditionnelle de la chefferie a été largement influencée par les partis politiques et que certains de ces chefs participent activement aux élections, souvent même comme candidats. Le statut du chef qui, en même temps que notable ou coutumier, désigné pour des considérations traditionnelles ou d'hérédité, est un fonctionnaire, fait que celui-ci tire actuellement une grande part de son autorité de ce rôle d'agent de l'Administration."

L'orateur reprend en anglais :

A plusieurs reprises, nous avons dit que les chefs sont des fonctionnaires gouvernementaux. Le représentant de la France, à maintes reprises, a soutenu que les chefs ne sont pas des agents du Gouvernement. Mais ici, noir sur blanc, dans les instructions du Gouverneur général de l'AOF, nous voyons que les chefs sont des fonctionnaires gouvernementaux et des agents de l'Administration, et qu'ils doivent limiter leur rôle dans le domaine des élections.

C'est une situation que nous avons constatée maintes fois dans notre pays. Nous y avons mis opposition et je suis heureux qu'on le sache maintenant et que la France reconnaisse aujourd'hui qu'il ne faut plus avoir recours à ces méthodes dans les élections en AOF. Ce sont certaines de ces choses qui nous ont toujours fait croire que les élections ne pouvaient jamais être libres en AOF.

M. BARGUES (France) : Le pétitionnaire vient de lire au Conseil des extraits de la circulaire de mon collègue et ami, le Haut-Commissaire de la République française en Afrique Occidentale. J'apprécie hautement le prix qu'il attache lui-même aux instructions qui ont été données et à la reconnaissance qu'il fait de la liberté des élections dans les territoires administrés par la France.

Mais je lui ferai observer que c'est une affaire qui ne l'intéresse pas et qui n'entre pas dans les attributions du Conseil de tutelle.

J'ajouterai aussi, pour l'information du Conseil, que ces instructions, qui ont été faites à l'occasion des dernières élections dans les territoires français d'outre-mer, ne sont pas nouvelles pour moi, car j'ai eu l'occasion d'en rédiger de semblables à la veille de toutes les élections dans les territoires que j'ai eu l'honneur d'administrer. Je m'empresse de dire, d'ailleurs, qu'elles ont toujours été strictement observées.

M. MUFTI (Syrie): J'aurais quelques questions subsidiaires à poser, après la déclaration fort intéressante que nous a faite le pétitionnaire, mais puisque la délégation française trouve à redire quant à la compétence du Conseil d'examiner la question des élections - qui est évidemment un aspect fort important de la situation politique dans le Territoire - je n'insisterai pas pour poser ces questions.

M. BARGUES (France) : Je saurais gré à mon collègue le représentant de la Syrie de poser des questions concernant les élections, s'il croit opportun de le faire. Ce que j'ai dit, c'est que les élections en Afrique-Occidentale Française n'entrent pas dans les attributions du Conseil de tutelle. Il n'en va pas de même, évidemment, des élections au Togo.

M. MUFTI (Syrie): Voici donc ma troisième question : le pétitionnaire a mentionné, dans sa déclaration, le décret du 15 mars 1957 comme un exemple des moyens employés par l'Autorité administrante pour supprimer les libertés politiques dans le Territoire. Ma délégation serait heureuse que le pétitionnaire précise davantage ce point particulier.

M. OLYMPIO (Comité de l'Union togolaise) (Interprétation de l'anglais): Le décret du 15 mars, destiné à interdire toute réunion publique ou privée, toute manifestation dans les rues, a été promulgué la veille du jour où nous devions tenir une grande réunion à Palimé. Ce décret n'a pas été promulgué, comme c'est habituellement le cas, pendant le jour, mais pendant la nuit. Des copies nous en ont été remises à 21 heures, à notre domicile, car l'on savait bien que nous devions nous rendre le lendemain matin au lieu de réunion. On peut donc dire qu'il s'agissait d'une coïncidence curieuse. Si, comme le représentant de la France nous l'a dit précédemment, ce décret avait réellement pour but d'aider le Gouvernement du Ghana à maintenir la paix et l'ordre au Togo, il aurait été facile de le promulguer n'importe quel jour entre le premier et le 15 mars, selon la procédure habituelle. Ce décret aurait pu être promulgué de jour, et non pas de nuit, à la hâte, comme ce fut le cas, les responsables de la réunion n'en ayant connaissance qu'au tout dernier moment, à l'heure où ils étaient sur le point d'aller se coucher.



On nous a donc dit que ce décret était destiné à aider le Gouvernement du Ghana et on a insinué que nous étions, certains de mes amis et moi-même, les amis des responsables des troubles. Je voudrais dire que j'ai assisté aux cérémonies marquant l'indépendance de l'Etat de Ghana, en qualité d'invité privé du Premier Ministre Nkrumah lui-même. J'ai passé là-bas dix ou quinze jours et j'y ai connu des moments inoubliables. Quant à la question de savoir si nos points de vue et ceux des responsables des désordres coïncident, je ne puis que renvoyer le Conseil aux déclarations que nous avons déjà faites devant lui.

Je voudrais encore corriger une erreur. Les frontières n'ont pas été fermées, contrairement à ce que l'on a dit tout à l'heure au Conseil. Le décret ne mentionnait pas du tout la fermeture d'une frontière quelconque. Il mentionnait simplement le fait qu'aucune réunion ne pourrait avoir lieu à Palimé ou dans d'autres régions contiguës au Togo britannique.

Un point curieux doit être relevé à cet égard. Alors qu'au Togo français des mesures aussi sévères étaient prises pour interdire toute réunion publique ou privée, dans la région où les désordres avaient lieu, les partis politiques pouvaient tenir des séances ou organiser des réunions, et ils en organisèrent. C'est ce que nous ne parvenons pas à comprendre. Dans la région où des troubles avaient lieu, où des coups de feu étaient échangés, les partis politiques pouvaient tenir des réunions, sinon organiser des manifestations. Ils avaient le droit de s'adresser à la population. En outre, les frontières étaient ouvertes entre Lomé, la capitale, et Ghana. Aucune restriction n'existait à cet égard et tous les habitants de toutes les zones pouvaient se rendre au Togo français, à condition de ne pas passer par Palimé où nous devions tenir notre réunion.

Il est donc clair que ce décret a été adopté non pas pour aider le Ghana à empêcher les désordres ou à mettre fin aux désordres - le Ghana pouvait d'ailleurs parfaitement s'occuper lui-même de cette question - mais pour nous empêcher de tenir, à Palimé, la réunion envisagée.

M. MUFTI (Syrie) : Voici la dernière question que ma délégation désire poser pour le moment : de quelle manière les nouvelles élections libres que le pétitionnaire a proposées devraient-elles être organisées dans le Territoire?

M. OLYMPIO (Comité de l'Union togolaise) (Interprétation de l'anglais):

Je dois avouer que nous avons perdu confiance, au Togo, en l'impartialité de la Puissance administrante en ce qui concerne les élections. Nous avons pu relever tant d'exemples que nous croyons maintenant que les élections truquées font partie intégrante du régime colonial. Nous sommes pour ainsi dire convaincus que sans le truquage des élections, le régime colonial ne pourrait continuer d'exister.

Je puis certainement me faire l'interprète de la majorité de mes compatriotes en disant que des élections libres ne peuvent se dérouler au Togo français que sous un contrôle neutre. Je ne vais pas vous expliquer comment doit s'exercer ce contrôle, mais je répète que la seule mesure capable de donner confiance à la population en la liberté des élections est d'instaurer un contrôle neutre. Il pourrait s'agir d'un contrôle des Nations Unies ou de tout autre contrôle neutre.

M. MUFTI (Syrie): Ma délégation n'a pas d'autre question à poser pour le moment et remercie M. Olympio pour les informations et les renseignements fort intéressants qu'il a bien voulu nous fournir. Ma délégation se réserve le droit de revenir sur la question ultérieurement.

M. BARGUES (France) : Je voudrais me permettre de poser une question au pétitionnaire. Il a dit que les élections, au Togo, n'avaient jamais été libres. L'appréciation qu'il porte ainsi est-elle aussi valable pour les élections de 1946?

M. OLYMPIO (Comité de l'Union togolaise) (Interprétation de l'anglais) : Je n'ai pas dit que les élections n'avaient jamais été libres, ainsi que la lecture des documents le prouvera. J'ai dit par contre que c'est à partir du moment où nous avons commencé à réclamer l'autonomie et l'indépendance de notre pays que les élections n'ont plus jamais été libres. Dès que nous avons commencé à agir pour l'indépendance du Togo, les élections ont cessé d'être libres. Avant cette date, alors qu'aucun mouvement nationaliste ne se manifestait, les élections étaient relativement libres.

M. BARGUES (France): Je prends simplement note du fait que les élections ont été libres du jour où le distingué pétitionnaire n'a pas été élu.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)(interprétation du russe): Le nouveau statut du Togo, comme on le sait, proclame le suffrage universel. Je voudrais savoir comment la population jouit de ce suffrage universel. Y a-t-il un cas où ce suffrage a été appliqué depuis l'introduction du nouveau statut? Je ne parle pas du référendum bien connu, sur lequel on a exprimé diverses opinions à plus d'une reprise, tant au Conseil qu'à l'Assemblée générale.

M. OLYMPIO (interprétation de l'anglais): Si j'ai bien compris, le représentant de l'Union soviétique voudrait savoir si nous avons eu des élections depuis que le suffrage universel a été introduit au Togo?

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)(interprétation du russe): Oui.

M. OLYMPIO (interprétation de l'anglais): Nous n'avons jamais eu d'élections sur la base du suffrage universel des adultes, à l'exception du référendum.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)(interprétation du russe): La question suivante est celle-ci. Comme on le sait, de nombreuses délégations et de nombreux pétitionnaires ont exprimé le désir que l'on rétablisse les libertés qui ont été abolies, à un moment donné, par l'Autorité administrante.

Je voudrais savoir si, depuis la fin de la onzième session de l'Assemblée générale, des mesures ont été prises pour rétablir les libertés en question dont le rétablissement était demandé par les pétitionnaires et également par certaines délégations.

M. OLYMPIO (interprétation de l'anglais): L'un des buts de ma venue aux Nations Unies, devant le Conseil de tutelle, est de lancer un appel pour que les libertés politiques soient rétablies dans mon pays. Depuis de longues années, nous sommes privés des libertés les plus fondamentales, notamment, tous les partis qui ne sont pas pro-gouvernementaux. J'ai insisté sur ce fait dans ma déclaration; je répète que nous ne jouissons pas des libertés politiques, en ce sens que nous n'avons pas la possibilité de nous réunir librement quand et où nous le voulons, que nous ne pouvons pas faire des démonstrations politiques publiques paisibles,



comme on a le droit de le faire dans tous les pays. Nous voulons jouir de toutes ces libertés démocratiques fondamentales qui, nous a-t-on appris, constituent la base même de la démocratie. Nous voudrions que ces libertés soient garanties dans notre pays.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)(interprétation du russe): Je voudrais demander au pétitionnaire combien de temps sera nécessaire, à son avis, pour que le territoire atteigne une vraie indépendance et quel doit être le premier pas dans cette voie.

M. OLYMPIO (interprétation de l'anglais): Il est très difficile de donner une estimation à ce sujet. Personnellement, je dirai que nous pouvons devenir indépendants l'année prochaine ou même cette année. Je comprends très bien qu'il faut que certaines mesures soient prises et que certaines institutions soient mises en place pour fonctionner convenablement. Mais ceci peut être réalisé, si l'on fait preuve de bonne volonté, en l'espace d'un ou deux ans. Ceux d'entre nous qui ont demandé l'indépendance du pays ont déjà demandé que le statut, au lieu de nous limiter dans tant de domaines, soit élargi afin que nous ayons comme première étape une réelle autonomie intérieure.

Supposons que le statut que nous avons en ce moment nous donne au moins une vraie autonomie intérieure, que nous soyons vraiment maîtres de toutes les affaires intérieures. Ce serait une excellente étape vers l'indépendance. Ce processus a très bien fonctionné dans la Côte de l'Or et je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas l'appliquer au Togo. Je ne veux pas dire qu'au Togo, nous soyons plus évolués que dans la Côte de l'Or; je dirai que nous sommes au moins aussi avancés que les gens de la Côte de l'Or. S'il a été reconnu que la Côte de l'Or pouvait devenir indépendante, nous estimons que nous pouvons également le devenir. Il n'y a pas d'obstacle majeur. Nous n'avons pas beaucoup de ressources, certes, mais il y a d'autres pays au monde qui sont pauvres. Si l'on me permet une comparaison, la Somalie doit devenir indépendante en 1960. Peut-on dire que nous soyons plus pauvres que la Somalie? Je pense donc que nous pouvons accéder à l'indépendance, sinon avant la Somalie, tout au moins en même temps qu'elle.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)(interprétation du russe): Ma dernière question a trait aux explications qui ont été données ici des incidents qui se sont déroulés récemment à l'occasion de réunions qui n'ont pu être tenues à cause de l'intervention de bandes armées.

Je voudrais savoir si l'Autorité administrante a offert des locaux ou une place publique où l'on aurait pu tenir ces réunions sans aucune ingérence, sous la protection des lois qui régissent le Territoire.

M. OLYMPIO (interprétation de l'anglais): Pour ce qui est des locaux destinés à nos réunions, nous sommes obligés de tenir celles-ci sur des propriétés qui appartiennent aux membres de notre parti car on ne nous autorise pas à tenir des réunions dans des endroits publics (tels que mairies, locaux scolaires ou stades), comme les partis pro-gouvernementaux sont autorisés à le faire. On leur permet de se réunir dans les mairies, sur les terrains de sport, alors que les partis d'opposition ne jouissent pas de ce droit. Nous nous réunissons donc dans la propriété de l'un de nos adhérents et, s'il s'agit d'un terrain ouvert, nous l'entourons d'une haie. On a prétendu que nous avions choisi un endroit qui ne convenait pas, que nous gênions nos ennemis politiques. Nous étions en fait réunis dans un endroit qui ne se trouvait même pas en ville; nous étions vraiment hors de la ville.

On vous a dit que toute la population d'Atakpamé était contre nous, ce qui était faux. Nous avons plus de membres à Atakpamé que partout ailleurs. La preuve en est que lorsque ces bandes armées, envoyées par les chefs de quartier, ont essayé de nous chasser du lieu de notre réunion, il ne nous a pas fallu plus de cinq minutes pour les éjecter. Le commissaire de district est ensuite arrivé avec 150 gendarmes et miliciens. Les attaquants étaient déjà loin. Nous allions reprendre notre réunion en paix, nous étions suffisamment forts pour nous faire respecter sans avoir besoin de protection, lorsque le commissaire de district arriva. Il ne venait pas pour s'enquérir des gens qui troublaient notre réunion; il nous remit simplement un document tout préparé qui stipulait qu'en vertu d'un certain article de règlement injonction nous était faite de nous disperser. En fait, nous ne l'avons pas pris d'aussi bon coeur, ainsi que je l'ai dit. Nous avons résisté à l'injonction faite par le commandant de cercle. Si nos opposants avaient été assez forts, ils auraient pu nous disperser. Ce fut seulement lorsque le commandant de cercle nous menaça d'ouvrir le feu sur nous (je ne dis pas qu'il l'eût fait réellement), de recourir aux gaz lacrymogènes pour nous disperser, que nous obéîmes. Ce ne sont pas les gens qui s'opposaient à nous et qu'on nous dit être la majorité de la ville qui nous firent nous disperser. Les chefs, comme je

SLS

T/PV.778  
-69/70-

M. Olympic

l'ai dit, sont des fonctionnaires du gouvernement; ils exécutaient les ordres du commissaire de district; quand celui-ci constata que les assaillants étaient incapables de nous disperser, il vint lui-même et nous dispersa à l'aide de la milice et des gendarmes.



M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)  
(interprétation du russe) : Si j'ai bien compris les explications du pétitionnaire, aucun local n'est attribué à l'opposition pour qu'elle puisse se réunir librement; d'autre part, elle n'a pas non plus le droit de choisir elle-même, librement, un local de réunion.

Ai-je bien compris le pétitionnaire ?

M. OLYMPIO (interprétation de l'anglais) : Il en est ainsi ainsi. L'Administration ne nous a jamais donné de local pour nous réunir; nous devons chercher ce local nous-mêmes. L'Administration fait tout ce qui est en son pouvoir pour inciter les propriétaires à refuser de mettre leurs locaux à notre disposition. C'est ce qui nous oblige à nous réunir dans des locaux appartenant à nos adhérents. Si nous n'avions eu de nombreux adhérents dans cette localité, nous n'aurions pu nous réunir à Atakpamé.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)  
(interprétation du russe) : Je remercie le pétitionnaire de ses intéressantes explications.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : M. Olympio est devenu une personnalité connue aux Nations Unies; il s'est acquis dans nos milieux une réputation méritée de modération.

J'ai été très intéressé par les échanges de vues qui ont eu lieu entre M. Olympio et le représentant de la France au sujet des élections.

Je crois comprendre que M. Olympio a été élu aux élections libres qui se sont tenues en 1946. Est-il exact que, depuis cette époque, son parti n'a jamais pris part à de nouvelles élections, mais que, si des élections étaient actuellement organisées, M. Olympio s'y présenterait, à la tête de son parti ?

M. OLYMPIO (interprétation de l'anglais) : C'est exact. Depuis que nous avons lancé un mouvement national pour l'indépendance du Togo, l'Administration intervient dans les élections. Si je me présentais aujourd'hui, à Lomé, je serais élu, quelles que soient les manipulations auxquelles l'Administration pourrait recourir. Mais l'objectif des membres de notre parti n'est pas de voir élus un ou deux de ses membres. Ce que nous voulons, ce sont des élections libres dans tout le pays.

M. Olympio

L'Administration n'essaiera pas d'intervenir dans les élections à Lomé, car étant donné la situation dans d'autres parties du pays, un ou deux de nos candidats seulement peuvent espérer être élus.

Avant l'organisation du mouvement national pour l'indépendance, des membres de notre parti avaient été élus à presque tous les sièges. Mais depuis que ce mouvement existe, la plupart de nos représentants ont perdu leurs sièges et actuellement, nous n'avons pas plus de six représentants à l'Assemblée législative.

Nous avons insisté pour que les élections soient libres, mais lorsque nous avons su que l'Administration ne partageait pas cette manière de penser, nous avons décidé de boycotter les élections. Je le répète, nous aimerions prendre part à des élections dans notre pays si celles-ci étaient libres et loyales.

M. BARGUES (France) : Ne pourrais-je compléter par une précision les déclarations du pétitionnaire ? Les amis politiques du pétitionnaire avaient la majorité dans l'Assemblée au moment de la création de cette Assemblée. Par la suite, ses amis politiques ont continué de participer à la vie politique du Territoire et à se présenter aux élections. Si mes souvenirs sont exacts, jusqu'en 1955, un certain nombre de représentants du même parti que M. Olympio siégeaient dans l'Assemblée. Ce n'est donc qu'à une époque récente que le CUT a décidé de ne pas participer aux élections.

A ce propos, la deuxième précision que je voudrais apporter est la suivante : le parti de M. Olympio avait la majorité à l'Assemblée lorsque le corps électoral se composait de 7.000 électeurs; il a eu la minorité à des élections lorsque le corps électoral a comporté quelque 200.000 électeurs.

M. OLYMPIO (interprétation de l'anglais) : Je voudrais apporté quelques précisions à ce que j'ai déclaré précédemment. Lorsque j'ai dit que notre parti boycottait les élections, je dois ajouter que nous avons, pour agir ainsi, d'excellentes raisons. Non seulement les élections étaient truquées, mais le Gouverneur Pichou - bien connu de tous - a été envoyé au Togo pour y mettre en vigueur des mesures de répression.

Presque tous les membres de notre parti ont été mis en prison. J'ai été frappé, quant à moi, d'une amende de 10.000 livres sterling. Et pourquoi ? Je n'en avais jamais parlé auparavant, mais je mentionne aujourd'hui ce fait pour

M. Olympio

que les membres du Conseil puissent se rendre compte de ce qui se passe dans les territoires français. C'est une affaire personnelle; je ne devrais pas en faire état. Mais je veux répondre au représentant de la France, qui dit que nous prétendons que les élections sont truquées parce que moi-même et les membres de notre parti ne parvenons pas à nous faire élire.

Tous les motifs ont semblé bons au Gouverneur Pichou pour nous emprisonner. En ce qui me concerne, j'avais dirigé pendant de longues années une société britannique. On a tout fait pour m'éliminer de ce poste, pour faire pression sur cette compagnie afin qu'elle renonce à mes services.

J'ai quitté cette société, dans laquelle j'avais investi mon fonds de retraite. J'avais fait des versements par l'intermédiaire de l'Office du contrôle des changes. Tout le monde était au courant de ma situation. J'avais l'autorisation du Gouvernement pour envoyer de l'argent à Londres, à la caisse de retraite en question. Une partie de cet argent m'a été payée à Accra.

On m'a demandé d'où provenaient les 5.000 livres que je possédais et pourquoi je ne les avais pas déclarées. J'ai répondu que je prenais des mesures pour rapatrier cet argent à Lomé, mais que le Gouvernement britannique n'autorisait pas les exportations de fonds à partir de la Côte de l'Or et que je ne pouvais que toucher les revenus.

Toutefois, il y a une loi de 1930-39 selon laquelle tous les biens à l'étranger doivent être déclarés. Tout le monde sait que nous avons tous, au Togo français, des avoirs en Côte de l'Or, qui est un pays étranger. Tout le monde au Togo, y compris les fonctionnaires français, possède des livres et des francs.

L'affaire a été portée devant les tribunaux et j'aurais dû être condamné à trois ans de prison et au paiement d'une amende de 5 ou de 10 millions de francs. J'ai été finalement condamné à 5 millions de francs d'amende. De ce fait, je ne puis plus me présenter aux élections ni même exercer mon droit de vote. Tel est mon cas particulier.

Quant à mes amis, ils ont été arrêtés pour avoir prononcé quelques mots un peu vifs en présence de fonctionnaires du Gouvernement. Certains ont fait trois mois de prison. Un autre de mes amis a fait six mois de prison pour diffamation, etc.



M. Olympio

Le résultat est que tous ceux d'entre nous qui faisaient partie de l'Assemblée législative ont été mis dans l'impossibilité de se présenter aux élections.

Ces mesures de répression ont contribué à nous convaincre qu'il nous était impossible de nous présenter à une élection quelconque dans un territoire sous administration française. Mais depuis, le Gouverneur Pichou a été éloigné et nous avons déclaré que nous souhaitons la paix dans le pays et que nous désirons nous présenter aux élections.

Si mes amis, qui ont été privés de leurs droits, ou moi-même, ne pouvons nous présenter, il est d'autres membres de notre parti qui peuvent encore être élus à l'Assemblée législative. Mais même cette occasion ne nous est pas offerte.

M. BARGUES (France) : Je ne me serais pas permis d'évoquer des faits de caractère strictement personnel, mais puisque M. Sylvanus Olympio a cru devoir le faire, je me crois libéré de ma réserve. Je précise donc que M. Sylvanus Olympio n'a pas été condamné pour une activité politique. Il a été condamné pour un délit de droit commun, une infraction au contrôle des changes. Il y a au Togo des lois et des tribunaux et M. Sylvanus Olympio est soumis à ces lois et à la juridiction de ces tribunaux comme tous les citoyens.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je ne m'intéresse pas tellement au passé mais bien plus à l'avenir. Il est certain que plus tôt il y aura des élections libres, plus tôt nous pourrions apprécier les qualités de chef de M. Olympio et de son parti.

Je voudrais maintenant poser quelques questions au sujet du Comité de l'Unité togolaise: quels sont ses buts actuels, quel est, en fait, son objectif politique ? Le pétitionnaire pourrait-il nous donner une idée du nombre de ses adhérents et de l'importance de son influence dans le Territoire sous tutelle ? Pourrait-il nous dire également en quoi consiste l'opposition principale à son parti ?

M. OLYMPIO (interprétation de l'anglais) : Le Comité de l'Unité togolaise est le premier parti politique qui ait été créé au Togo français et nous pouvons dire sans exagération que, malgré toutes les persécutions et mesures de représailles, c'est le parti qui compte le plus d'adhérents au Togo français. Nous sommes, évidemment, plus nombreux dans le Sud. Nous avons également des membres dans le Nord, mais pas autant que dans la région du Sud. Il n'y a, en fait, pas de partis politiques réels dans le Nord, excepté ceux qui ont été créés par le gouvernement lui-même, mais ils n'ont pratiquement aucune activité politique; ils ne tiennent pas de réunions, n'ont ni programmes ni journaux. On pourrait dire que l'Union des Chefs et des Populations du Nord est un parti politique fictif plutôt qu'un parti politique actif.

Quant aux partis d'opposition - en fait il n'y en a qu'un - c'est le Parti togolais du Progrès qui, encore une fois, a été créé par l'Administration. C'est le parti opposé au nôtre. C'est le parti qui est actuellement au pouvoir,

dont les membres font tous partie de l'Assemblée législative, des conseils de district, etc. Cependant nous sommes certains que si l'on nous laissait la voie libre ou si la liberté était rétablie, notre présence pourrait se faire sentir au Togo. Je n'en dirai pas plus, parce que c'est là une question d'opinion. Le Gouvernement français peut dire que nous ne représentons rien ni personne, que nous sommes une minorité; mais, si nous ne sommes qu'une minorité, pourquoi nous craint-on à ce point ? De quoi a-t-on peur ? Si nous ne sommes qu'une petite minorité, qu'on nous laisse nous présenter aux élections; nous n'aurons sans doute qu'un ou deux membres élus aux conseils. Qu'on laisse le Parti togolais du Progrès l'emporter à la suite d'élections libres.

Je déclare donc, en réponse au représentant de l'Inde, que le Comité de l'Unité togolaise serait heureux de l'organisation d'élections libres afin de prouver sa force.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je considère donc que les buts et objectifs de ce parti sont essentiellement les mêmes que ceux de l'Accord de tutelle. Cela n'a pas été expliqué très clairement, mais je crois que c'est le cas.

Ma question suivante sera celle-ci : Le pétitionnaire, au cours de sa déclaration, a dit que, à son avis, les libertés politiques dans le Territoire devraient être rétablies avant l'organisation d'élections. En ce qui concerne son parti, quelles libertés lui sont actuellement refusées ? Je crois qu'il nous en a donné un exemple lors de l'intervention à Atakpané ou à Palimé - je ne me rappelle plus exactement - mais pourrait-il nous donner d'autres exemples d'ingérence ou de suppression d'activité politique ?

Lorsque le représentant de la France a, hier, entamé la discussion sur ce sujet, il nous a dit que la protection de l'exercice des libertés publiques et les services généraux de sécurité avaient été retranchés de la liste des questions relevant de la compétence de la République française; en d'autres termes, le gouvernement territorial est devenu responsable de la protection de l'exercice des libertés publiques. Aujourd'hui, le représentant de la France nous dit que ces réunions ont été interdites pour protéger la population qui s'y rendait. Le pétitionnaire pourrait-il nous donner une explication à ce sujet ?



M. OLYMPIO (interprétation de l'anglais) : En premier lieu, j'ai clairement expliqué que l'interdiction de la réunion à Palimé n'était certainement pas destinée à nous protéger, et je ne partage nullement l'opinion selon laquelle on aidait ainsi le Gouvernement de Ghana. J'ai dit également qu'alors qu'on nous empêchait de nous réunir à Palimé où il n'y avait cependant eu aucun désordre, nos amis de la zone britannique avaient le droit de tenir des réunions.

De toute façon, quand on veut aider quelqu'un, on attend que l'aide soit demandée. Ces mesures n'ont donc pas été prises pour nous protéger. Nous n'avions d'ailleurs aucun besoin de protection. Nous nous trouvions dans un pays paisible et nous allions nous rendre à une réunion paisible à Palimé. Il n'y avait personne à protéger. Tout le monde sait que Palimé est l'une des places fortes du Comité de l'Unité togolaise et nous ne courrions donc absolument aucun risque.

En ce qui concerne d'autres exemples de restriction des libertés publiques, je me contenterai de me référer à certaines de mes déclarations antérieures dans lesquelles je parlais de réunions que nous avions l'intention de tenir dans d'autres régions. Là, au lieu d'interdire ces réunions de façon formelle au moyen d'un décret ou d'une ordonnance, on nous faisait dire par l'autorité locale que, suivant la coutume de la région, nous ne pouvions tenir aucune réunion pendant les trois années à venir. Je dois faire remarquer que, depuis lors, nous avons eu une réunion à Anécho, en dépit de cette coutume interdisant les réunions pour trois ans.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je sais fort bien quelles sont les objections du pétitionnaire et de son parti au nouveau statut du Territoire sous tutelle, mais je suppose qu'ils désirent cependant examiner ce statut et spécialement les dispositions ayant trait à l'autonomie. Je suppose aussi que ce parti estime que l'application de ce statut doit se faire de façon démocratique, c'est-à-dire avec l'aide des représentants élus par la population. Le pétitionnaire peut-il me dire si mes suppositions sont exactes ?

M. OLYMPIO (Comité de l'Unité togolaise) (interprétation de l'anglais) : Je suis tout à fait d'accord avec le représentant de l'Inde. Je considère que cela doit être fait par des représentants choisis selon des méthodes démocratiques, c'est-à-dire par des élections libres.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Cela m'amène à ma question suivante. Je crois qu'au cours de sa déclaration, M. Olympio, parlant du gouvernement territorial, a dit qu'il s'agissait d'une autocratie. Je voudrais lui poser une ou deux questions concernant le caractère de ce gouvernement territorial. M. Olympio peut-il me dire si les membres de ce gouvernement, les Ministres, ont été élus par le peuple et, le cas échéant, si les élections ont eu lieu sur la base d'un suffrage restreint ?

M. OLYMPIO (Comité de l'Unité togolaise) (interprétation de l'anglais) : Un certain nombre des Ministres avaient été élus à l'Assemblée territoriale - non pas à l'Assemblée législative - puisqu'il n'y a pas eu d'élections à l'Assemblée législative -, au suffrage restreint. Il s'agit du Premier Ministre et du Ministre de l'information. Mais les autres ne sont pas membres de l'Assemblée législative. Ils n'ont jamais été élus. Nous ne les avons jamais vu faire preuve d'activité dans le domaine politique. M. Apedo Amah est venu ici en tant que Ministre des finances. Ce n'est pas un membre de l'Assemblée législative. Il a toujours été Secrétaire du Gouverneur. En fait, j'ai ici un document qui montre que, depuis que nous avons quitté New-York et que nous sommes revenus, il a été détaché de son poste de Secrétaire pour devenir Ministre. Au lieu de démissionner de son poste gouvernemental pour devenir Ministre des finances, il a simplement bénéficié d'un transfert. Il a été détaché pour devenir Ministre. Il n'est pas membre de l'Assemblée législative.

Bien entendu, il y a deux Européens qui ne sont pas membres de l'Assemblée législative; ils n'ont jamais été élus. Ce sont le Ministre de l'industrie et du commerce, d'une part, et le Ministre des travaux publics et des plans économiques, d'autre part. Il y en a deux autres, venus du Nord, M. Meatchi, Ministre de l'agriculture, et M. Ywassa, Ministre de l'instruction publique. Eux non plus ne sont pas membres de l'Assemblée législative; ils n'ont jamais été élus. C'étaient des fonctionnaires du gouvernement bénéficiant de contrats et ils ont été choisis pour occuper des fonctions ministérielles.

M. BARGUES (France) : Il est vrai que l'Assemblée législative actuellement en fonction n'a pas été élue au suffrage universel. La question reste d'ailleurs réservée puisque la résolution votée par l'Assemblée générale envisage ce problème et qu'il appartiendra au Gouvernement togolais d'assurer son exécution. Mais je tiens à préciser que le corps électoral qui a été appelé à désigner cette Assemblée se composait de 200.000 électeurs. C'est à peu près la moitié de ce qu'aurait été ce corps électoral si le suffrage universel avait été mis en pratique puisque nous avons vu que, pour le référendum, le nombre des électeurs dépassait 400.000. En d'autres termes, le nombre des électeurs est la moitié de celui des adultes de plus de 21 ans. C'est donc à peu près le nombre des électeurs qui seraient appelés à exercer leur droit au Togo si les conditions étaient les mêmes que celles qui existent dans les pays où les femmes ne votent pas. On peut donc considérer que cette Assemblée a, malgré tout, un caractère représentatif.

En ce qui concerne la qualité des Ministres, je dirai que, dans tous les pays démocratiques - en France en tout cas et aux Etats-Unis - il n'est pas besoin de faire partie de l'Assemblée législative pour exercer les fonctions de Ministre. Le Premier Ministre a la faculté de choisir soit au sein de l'Assemblée ou des Assemblées, soit au dehors, les membres de son Cabinet.

M. OLYMPIO (Comité de l'Unité togolaise) (interprétation de l'anglais) : Je me permettrai de donner lecture de la décision concernant Apedo Amah pour confirmer ce que j'ai dit. On trouve cette décision dans le Journal Officiel de la République autonome du Togo en date du 1er mars 1957, à la page 163:

"M. Apedo Amah, Georges, Secrétaire d'administration de première classe, troisième échelon, nommé Ministre du Gouvernement de la République autonome du Togo, est placé dans la position de détachement à compter du 18 septembre 1956. Les versements de retenues ainsi que la contribution supplémentaires pour pension seront effectués conformément à la réglementation en vigueur." (Ce texte est lu en français).



M. Apedo Amah a été détaché et nommé Ministre le 18 septembre 1956, mais ce n'est que le 29 janvier de cette année qu'une décision administrative a été prise à cet égard. En d'autres termes, il aurait très bien pu recevoir deux traitements dans l'intervalle, l'un en tant que fonctionnaire du Gouvernement, Secrétaire de première classe, et l'autre en tant que Ministre.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je ne crois pas qu'il soit opportun de maintenir au pouvoir un gouvernement qui n'est pas fondé sur la volonté publique s'exprimant par le suffrage universel direct des adultes. Hier, le représentant de la France, dans sa déclaration, a dit que l'Assemblée législative pourrait être dissoute par décret du Premier Ministre après consultation du Gouvernement. Le pétitionnaire déclare que ce gouvernement est un gouvernement autocratique. Peut-il me dire s'il craint que ce gouvernement n'ajourne sine die la dissolution de l'Assemblée législative ? La loi ne fixe pas de délai pour les élections au suffrage universel des adultes.

M. OLYMPIO (Comité de l'Unité togolaise) (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée actuelle, qui est maintenant l'Assemblée législative, avait été élue pour cinq ans. Normalement, son mandat expire donc en 1960 puisqu'elle a été élue le 12 juin 1955. Cependant, à l'heure actuelle, sur la base de tous les renseignements dont nous disposons, les Ministres responsables du Gouvernement autonome n'ont pas l'intention de dissoudre l'Assemblée, et le Président de celle-ci, le docteur Robert Ajavon, a dit en public, à plusieurs reprises, que l'Assemblée ne serait pas dissoute, mais qu'elle serait maintenue jusqu'à l'expiration de son mandat, en 1960.

Ce n'est pas tout. Si j'ai dit que le Gouvernement était autocratique, c'est parce que j'ai vu que, bien que la France ait promulgué l'an dernier une loi d'après laquelle toutes les villes des colonies deviennent des municipalités avec un gouvernement local, il n'y a eu aucune élection pour donner effet à cette loi au Togo. Depuis l'an dernier - exactement depuis novembre - des élections ont eu lieu dans l'ensemble de l'Afrique-Occidentale française pour la constitution des conseils municipaux de nombreuses villes. Les élections, dans les villes principales du Togo, devaient avoir lieu l'année dernière; elles ont été ajournées

jusqu'au 28 avril de cette année. Or, le mois dernier, une loi a été promulguée à l'effet d'ajourner ces élections indéfiniment sous prétexte qu'une nouvelle loi est à l'étude concernant l'établissement des municipalités. Par exemple, il n'y aurait pas de maire à Lomé qui serait administré de la même façon que Paris, où il y a un Président du Conseil municipal.

Nous nous rendons compte que les membres responsables du gouvernement actuel n'ont pas la moindre intention de se présenter à des élections quelconques et l'Autorité administrante, qui a mis les nouveaux organes en place, ne fait absolument rien dans ce domaine. C'est pourquoi nous craignons que les Ministres togolais n'aient toute latitude de faire ce que bon leur semble. L'opinion publique ne semble pas les inquiéter grandement. Or il est toujours facile de faire des dictateurs !

M. Olympio

Aucun compte n'est tenu de l'opinion publique. On fait des choses qui, de toute évidence, vont à l'encontre de l'intérêt public. On se maintient au pouvoir aussi longtemps que possible. C'est pourquoi j'ai pu employer le mot autocratique pour qualifier le Gouvernement togolais.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Peut-être me suis-je mal exprimé. Je voulais savoir si un délai avait été prévu pour des élections. Je sais que le mandat de l'Assemblée actuelle expire en 1960. Cette Assemblée peut-elle être prorogée au-delà de 1960? Ou bien la loi empêche-t-elle qu'il en soit ainsi?

M. OLYMPIO (interprétation de l'anglais) : La législation actuelle ne permet pas que l'existence de l'Assemblée législative soit prorogée au-delà de 1960. Cependant, le gouvernement peut décider qu'il en sera ainsi fait, en promulguant une loi nouvelle, comme il l'a fait à propos des conseils municipaux. Depuis l'an dernier déjà les élections à ces conseils municipaux auraient dû avoir lieu; les anciens conseils municipaux sont toujours en place. Le gouvernement peut donc promulguer une nouvelle loi prorogeant l'Assemblée législative actuelle au-delà de 1960 si bon lui semble.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Il est évident que la situation est fort peu satisfaisante. M. Olympio peut-il indiquer comment fonctionnent les nouvelles institutions territoriales, quelles modifications ont été apportées?

M. OLYMPIO (interprétation de l'anglais) : Peut-être ai-je mal compris la question posée au sujet d'une nouvelle Assemblée territoriale. Il n'y a pas de nouvelle Assemblée territoriale. Nous avons simplement l'ancienne Assemblée territoriale, qui a été baptisée Assemblée législative. Si c'est à cette Assemblée législative que fait allusion le Représentant de l'Inde, peut-être pourrai-je répondre à la question.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : J'avais l'impression qu'à part l'Assemblée législative - rebaptisée, comme le dit le pétitionnaire - d'autres institutions territoriales (conseils de circonscription, etc.) avaient été récemment réélues. Comment fonctionnent-elles en vertu des nouvelles dispositions? A-t-on noté des changements en matière d'administration et de politique?



M. OLYMPIO (interprétation de l'anglais) : Les conseils de circonscription ou conseils de district continuent de fonctionner exactement comme par le passé. Il est exact qu'ils ont été réélus; mais ils sont toujours dominés par les commissaires de district ou commandants de cercle; les personnes qui les composent ont pour la plupart été choisies par les commandants de cercle. En fait, personne n'a noté quoi que ce soit de nouveau eu égard à ces conseils de circonscription. Ils fonctionnent exactement comme il y a deux ou trois ans.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Ma question suivante concerne l'action des commissaires de district en vertu du nouvel état de choses. Précédemment, je présume, beaucoup de ces districts étaient administrés sous l'autorité directe de ces fonctionnaires. La population a-t-elle maintenant le sentiment que ces commissaires de district sont responsables d'une certaine manière envers les propres organes de gouvernement du Territoire? Note-t-on l'apparition d'un nouvel ordre de relations entre la population, d'une part, les commissaires de district et les chefs, d'autre part?

M. OLYMPIO (interprétation de l'anglais) : Les commissaires de district continuent d'occuper leur poste, d'avoir la responsabilité de la bonne administration des districts. Il est vrai qu'ils reçoivent aussi bien leurs ordres, maintenant, du Premier ministre; mais ces ordres sont généralement les ordres communs du Haut-Commissaire et du Premier ministre. J'insiste sur cette circonstance que les commissaires de district ne sont pas nommés par notre Premier ministre, que leur carrière ne dépend nullement de lui. Fonctionnaires du gouvernement, ils dépendent des organes centraux de la République. En d'autres termes, ils sont responsables devant le Haut-Commissaire. Certes, ils travaillent aussi bien pour le Premier ministre; mais il ne s'agit pas de fonctionnaires dépendant entièrement du Premier ministre. En fait, leur statut est celui de fonctionnaires de la République française.

Je reviens à la question du représentant de l'Inde. Si vous venez au Togo, vous ne verrez rien de nouveau; vous ne constaterez pas que les affaires du pays ont été enlevées des mains de ceux qui les administraient précédemment; vous ne constaterez pas que les administrateurs d'hier sont devenus de simples conseillers. Les commissaires de district continuent d'exercer la responsabilité et tous les chefs, naturellement, leur obéissent comme naguère.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Dois-je inférer de la réponse du représentant de l'Inde que la division de compétence entre l'Autorité administrante, d'une part, et les autorités territoriales, de l'autre, n'est pas réellement perceptible?

M. OLYMPIO (interprétation de l'anglais) : C'est exact.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : M. Olympio a évoqué certains amendements qui ont été apportés récemment au nouveau Statut. Il a déclaré, notamment, que la disposition selon laquelle le Premier ministre ou tout autre ministre ne peut être en même temps député ou sénateur au Parlement français avait été abrogée. M. Olympio sait-il quelles raisons ont été données à cette modification, à tout le moins quelle est l'impression populaire?

M. OLYMPIO (interprétation de l'anglais) : A ma connaissance, aucune raison officielle n'a été donnée. Cette disposition du Statut a été éliminée alors que nous étions à New-York. C'est le premier amendement qui ait été apporté au Statut, trois mois après son entrée en vigueur. Les autres amendements ont été apportés ultérieurement. Naturellement, la plupart des gens de notre pays ne comprennent pas que notre Premier ministre, qui a suffisamment à faire dans le Territoire, soit aussi membre de l'Assemblée nationale française et passe des mois en France.

En fait, nous soupçonnons la France de vouloir intégrer le Togo à la République; à cette fin, il convient tout d'abord que les membres de notre Assemblée soient en même temps membres de l'Assemblée nationale. Au surplus, le Statut lui-même permet qu'un Français devienne ministre dans le Territoire. Notre Premier ministre, qui a acquis la nationalité française par naturalisation, n'est pas le moins du monde un Togolais. De sa propre volonté, il a de longue date renoncé à la nationalité togolaise pour devenir citoyen français. Le Président de notre Assemblée législative a aussi acquis la nationalité française par voie de naturalisation. Je ne fais pas allusion, en ce moment, à la loi qui stipule que tous les membres de l'Union française sont citoyens français. Je parle d'hommes qui, de leur propre volonté, ont choisi la nationalité française. Ce sont eux qui sont à la tête de notre gouvernement, de notre Assemblée législative. Vous pouvez constater que tout est fait afin que le Togo demeure fermement dans le cadre de la République française.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Nous savons que la protection de l'exercice des libertés publiques relève dorénavant de la responsabilité du Territoire. De l'avis du pétitionnaire, qu'est-ce qui empêche maintenant le juste exercice des droits politiques? La situation est-elle perturbée d'une manière ou d'une autre dans le Territoire? On sait que de sérieux troubles, par exemple, se sont produits au Cameroun sous administration française, ce qui n'a pas empêché la tenue d'élections sur la base du suffrage des adultes.



M. OLYMPIO (Comité de l'Unité togolaise) (interprétation de l'anglais) : J'éprouve quelque difficulté à dire exactement pour quelles raisons on nous refuse les libertés politiques et publiques. Ce que l'on veut, je crois, c'est supprimer les partis qui ne sont pas favorables au gouvernement, c'est-à-dire les partis nationalistes qui ne veulent pas de l'intégration du Togo à la République française. A cette fin, nos activités doivent donc être réprimées pour que nous ne devenions pas très puissants, pour que nous ne contrôlions pas le pays. C'est la seule raison pour laquelle, je crois, les conditions dans le pays sont si défavorables.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Est-il exact que l'enregistrement pour le suffrage universel des adultes a déjà été fait dans le Territoire ? Une liste électorale a-t-elle été dressée ?

M. OLYMPIO (Comité de l'Unité togolaise) (interprétation de l'anglais) : L'enregistrement a été fait l'an dernier, sur la base du suffrage universel des adultes. Nous ne sommes pas satisfaits de la façon dont cette liste a été dressée, mais elle a été établie l'an dernier.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Des listes semblables ont-elles été dressées pour les élections municipales qui auraient dû avoir lieu ce mois-ci ?

M. OLYMPIO (Comité de l'Unité togolaise) (interprétation de l'anglais) : Les seules listes établies ont été dressées pour le référendum. C'est de celles là qu'on devait se servir pour les élections municipales.

M. BARGUES (France) : Je rappelle au représentant de l'Inde ce que j'ai dit à différentes reprises concernant le régime électoral. A cet égard là, les règles en vigueur au Togo sont les mêmes que celles qui sont en vigueur en France. Il n'existe pas, comme dans certains autres territoires étrangers, des règles selon lesquelles on établit une liste électorale par élection. Il y a, en France et dans les pays administrés par la France, une liste électorale unique et permanente. Cette liste électorale est révisée périodiquement. En fait, elle doit l'être tous les ans. On n'établit pas, à l'occasion d'une élection déterminée, une liste électorale particulière. C'est la même liste qui sert pour toutes les élections politiques. C'est d'autant plus facile, d'ailleurs, maintenant au Togo que les

conditions d'exercice du droit de vote sont les mêmes quelles que soient les élections, ce qui n'existait pas antérieurement puisque le suffrage universel n'était appliqué que dans les communes mixtes, mais pas pour les élections à l'Assemblée législative.

Puisque j'ai eu l'occasion de prendre la parole, je me permets de relever, une fois de plus, une erreur, consciente d'ailleurs, du pétitionnaire. Je répète que le Togo n'a jamais fait et ne fait pas partie de la République française. Ce n'est pas parce qu'on répète un mensonge cent fois qu'il est susceptible de devenir une vérité.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je suis très reconnaissant au représentant de la France pour cette précision. Si, comme il l'a dit, il existe une liste électorale permanente, révisée de façon périodique, et si, comme nous le savons, il n'y a pas de troubles dans le Territoire - comme cela a été le cas dans le Cameroun sous administration française - c'est donc qu'il n'y a pas de difficultés pratiques dans la voie des élections, sauf que la décision de procéder à des élections doit être prise par ce que le pétitionnaire appelle la République autocratique du Togo.

Je n'ai pas d'autres questions à poser pour le moment.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : M. Olympio nous a parlé des restrictions apportées à la liberté de réunion. Il nous a fourni des renseignements sur les décrets et les mesures pris par les autorités pour suspendre ou pour interdire diverses réunions. M. Olympio pourrait-il nous dire s'il peut être fait appel, devant une autorité égale, d'une décision interdisant telle ou telle réunion politique ?

M. OLYMPIO (Comité de l'Unité togolaise) (interprétation de l'anglais) : Lorsque le Décret du 15 mars est intervenu, tous les partis d'opposition se sont réunis et il a été décidé qu'une délégation se rendrait auprès du Haut-Commissaire, responsable de l'ordre public et de la paix dans le pays. La délégation a été reçue par le Haut-Commissaire et lui a demandé d'intervenir. Très froidement, il a reconnu qu'il avait l'autorité voulue pour en appeler à des dispositions de ce genre, mais il a déclaré qu'il était entièrement d'accord avec la République autonome du Togo sur ce point particulier et que, par conséquent, il n'avait aucunement l'intention de prendre des mesures comme la délégation le lui demandait.

M. Olympio

Interrogé sur la question de savoir devant quelle autorité nous devons faire appel, il a répondu que nous ne pouvions nous adresser qu'au Conseil d'Etat. Or le Conseil d'Etat se trouve à Paris et il a tant d'affaires à traiter que si nous faisons appel à lui, nous ne pourrions guère espérer une réponse avant trois ou quatre ans. Tel est donc le seul recours qui nous a été offert contre un arrêté d'interdiction de réunion.

M. BARGUES (France) : Ce que dit le pétitionnaire est totalement faux. Il existe un recours contentieux devant les juridictions administratives.

M. OLYMPIO (Comité de l'Unité togolaise) (interprétation de l'anglais) : Pas dans ce cas particulier. Pas contre ce décret. C'est le Procureur de la République lui-même qui nous l'a dit.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Peut-être pourrai-je revenir ultérieurement sur cette question, dans l'espoir que toute la lumière sera faite à cet égard.

Je voudrais, maintenant, parler des garanties que le pétitionnaire a demandées pour les élections. Il nous a dit qu'il était nécessaire que des élections soient organisées dans le Territoire et qu'il était très important pour les habitants que ces élections soient entourées de toutes les garanties voulues. Il a même parlé de la nécessité d'une surveillance, internationale ou autre, de ces élections.

En dehors du point particulier mentionné par M. Olympio, je désirerais qu'il nous dise quelles autres garanties sont nécessaires, à son sens, pour que les élections puissent se dérouler dans des conditions de liberté totale. Je sais fort bien que ce qui est le plus important ne peut être inscrit dans une loi, mais, n'insistant pas sur cet élément particulier, j'aimerais que le pétitionnaire nous dise quelles sont les mesures, les dispositions additionnelles qui, selon lui, sont nécessaires pour que la liberté des élections soit respectée.

M. BARGUES (France) : Je m'excuse, Monsieur le Président. Je n'ai pas voulu interrompre le représentant du Guatemala. Vous lui avez donné la parole avant que j'aie pu répondre à l'observation faite par le pétitionnaire. Je maintiens, quelle que puisse être l'opinion de M. Olympio ou celle du Procureur de la République, que tous les actes de l'autorité administrative sont susceptibles d'un recours en contentieux devant les juridictions administratives.



M. OLYMPIO (Comité de l'Union togolaise) (Interprétation de l'anglais) :

J'ai pris note de ce qu'a dit le représentant de la France. Je rapporterai cette information au Togo et je la communiquerai au Procureur de la République en lui disant qu'il avait tort et que, à en croire ce que j'ai appris en Amérique, nous avons le droit de faire appel au contentieux. Le contentieux est une Cour administrative et, en général, toute loi promulguée, si on la soumet au contentieux, sera purement et simplement confirmée. Il y a quelque temps, le Président du tribunal de contentieux était un fonctionnaire administratif. Maintenant, c'est un juge, mais en tout état de cause il ne ferait que confirmer que le décret qui a été promulgué était correct. Seul le Conseil d'Etat pourrait écarter une mesure de ce genre.

M. BARGUES (France) : Le Procureur de la République peut avoir une opinion personnelle, mais il ne fait pas partie des juridictions administratives. Comme l'a dit le pétitionnaire, la possibilité existe de recourir devant le Conseil du contentieux. Je ne partage pas son opinion en ce qui concerne l'objectivité des membres du Conseil mais, là aussi, il peut avoir une opinion personnelle. Je suis heureux de constater qu'il a, quand même, sur le Conseil d'Etat et son impartialité, la même opinion que moi.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (Interprétation de l'espagnol) : Je voudrais revenir à la question précédente, car elle me semble mériter des renseignements additionnels. On a dit tout à l'heure, je crois, qu'un décret interdisant les réunions politiques dans le Territoire pourrait faire l'objet d'un appel devant le tribunal du contentieux administratif. Je voudrais savoir si une disposition - je ne parle pas d'un décret - prise par une autorité et ayant pour objet de suspendre ou d'interdire momentanément une réunion, ou encore d'interdire occasionnellement une réunion, pourrait faire l'objet d'un recours devant une autre autorité.

M. OLYMPIO (Comité de l'Union togolaise) (Interprétation de l'anglais) :

J'ai dit tout à l'heure que le Procureur de la République, à Lomé, nous avait indiqué que le seul recours possible était devant le Conseil d'Etat. C'est ce que nous a confirmé le Haut-Commissaire du Togo. Mais on nous a dit ici qu'il était possible également de s'adresser au contentieux, qui est un tribunal

administratif. J'ai évidemment pris note de ce renseignement, mais nous ne pouvons guère espérer voir un décret qui a été promulgué par le gouvernement être écarté par un tribunal administratif local. Je consulterai cependant le procureur à cet égard et je lui dirai que des questions de ce genre peuvent être soulevées devant le contentieux. Le représentant du Guatemala, voulait, je crois, savoir s'il était possible de faire appel devant le contentieux.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (Interprétation de l'espagnol) : Peut-être ne me suis-je pas exprimé avec suffisamment de clarté et je vais donc poser ma question d'une autre manière. Je ne veux pas parler, pour le moment, d'un décret promulgué par le gouvernement et interdisant les réunions, mais plutôt d'une ordonnance spéciale prise par une autorité déterminée, dans une ville quelconque, interdisant une réunion précise, à un moment précis. De quel recours disposeraient, dans ce cas, ceux qui entendaient tenir cette réunion?

M. OLYMPIO (Comité de l'Union togolaise) (Interprétation de l'anglais) : Jusqu'à maintenant, si un commissaire de district, par exemple, avait décidé que telle ou telle réunion ne pourrait avoir lieu, il était possible de présenter un appel formel au gouverneur. Maintenant que nous avons une République autonome, je suppose que cet appel pourrait être présenté au Premier Ministre de la République du Togo. Mais il est certain qu'en aucun cas un commissaire de district ne prendrait la décision d'interdire une réunion quelconque sans avoir demandé la permission du Premier Ministre. Par conséquent, en s'adressant au Premier Ministre, on ne pourrait qu'obtenir, en quelque sorte, une confirmation de la décision. Un commissaire de district ne prend jamais une décision de nature politique sans avoir une permission du Premier Ministre, comme autrefois il n'aurait pas pris une semblable décision sans avoir la permission du gouverneur.

M. BARGUES (France) : Je n'ai jamais dit, contrairement à ce que prétend le pétitionnaire, que le tribunal compétent en l'occurrence est le Conseil du contentieux administratif local. Je dois avouer mon ignorance sur ce point. Je ne sais pas qu'elle est la juridiction qui est compétente en l'espèce. Ce que j'ai dit - et que je maintiens - c'est que toute décision d'une autorité administrative est susceptible d'un recours devant les juridictions

M. Barges (France)

administratives. Qu'il s'agisse du Conseil du contentieux local ou du Conseil d'Etat, peu importe. Ce qui est important, c'est que le recours existe.

Je prends note, en passant, de l'hommage que rend le pétitionnaire à l'exercice de l'autonomie dans la République du Togo lorsqu'il dit qu'aucune décision de nature politique ne peut être prise par les chefs de circonscriptions administratives s'ils n'y sont autorisés par le Premier Ministre.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (Interprétation de l'anglais) : Je crois comprendre de la dernière réponse donnée par le pétitionnaire que toute personne désirant tenir une réunion peut, si elle en est empêchée, faire appel devant une autorité administrative, qu'il s'agisse du commissaire de circonscription ou du Premier Ministre. Mais est-il possible de faire appel devant une cour ou un tribunal?

M. OLYMPIO (Comité de l'Union togolaise) (Interprétation de l'anglais) : Il n'est pas possible de faire appel d'une telle décision devant une cour ordinaire. Il ne peut en être question. Cet appel ne peut être fait que devant une cour administrative, tout d'abord, et ensuite devant le Conseil d'Etat. Ce sont les deux seuls tribunaux devant lesquels cet appel peut être fait.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (Interprétation de l'espagnol) : Cette question semble ainsi beaucoup plus claire. Je voudrais revenir à la question que j'avais précédemment posée au sujet des garanties additionnelles que le pétitionnaire et les organisations qu'il représente considèrent comme nécessaires ou comme indispensables pour assurer la liberté des élections.

M. OLYMPIO (Comité de l'Union togolaise) (Interprétation de l'anglais) : Je crois qu'il faudrait changer bien des choses pour avoir des élections libres. Certains de ces points ont été mentionnés dans les instructions dont j'ai donné lecture tout à l'heure, mais on m'a dit de ne pas parler de ce qui se passe en Afrique-Occidentale Française. Cependant, autrefois, pour tout ce qui concernait les problèmes de portée pratique, le Togo suivait les instructions et respectait les lois en vigueur en Afrique-Equatoriale Française.

Un des principaux changements qu'il faudra apporter consistera, par exemple, à établir les listes électorales avec l'aide des représentants de tous les partis politiques. C'est d'ailleurs ce que prévoit la loi actuelle,



JM/SN

T/PV.778  
-99/100-

M. Olympio

mais, en pratique, il n'en a jamais été ainsi. Dans bien des cas, on n'a jamais permis à la population d'être présente. Souvent, c'est le commissaire de circonscription qui établit les listes et, après l'avoir fait - ce qui peut demander un mois - il convoque la Commission chargée en principe de ce travail afin de faire signer les listes. Bien d'autres cas similaires pourraient être cités. Par exemple, la distribution des cartes d'électeur ne devrait pas être du ressort du commissaire de circonscription.

Il y a aussi la question des isoloirs. Il faut que quelqu'un sache le français pour contrôler le fonctionnement des isoloirs. Or vous savez très bien que 98 pour 100 de la population est analphabète. Cependant, ces analphabètes ont le droit de contrôler les élections. Il y a beaucoup de choses qui devraient être ajustées et, si c'était fait dans un esprit de bonne volonté avec le désir d'introduire des élections libres, cela aiderait beaucoup. Mais, comme je l'ai dit et comme je dois le répéter, au Togo nous avons absolument perdu confiance dans l'impartialité de l'Administration en matière d'élections.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je prie le représentant du Guatemala d'ajourner à la séance de demain après-midi le reste de ses questions. Je remercie M. Olympio pour ses réponses.

M. Olympio se retire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous poursuivrons demain l'examen du rapport annuel sur l'administration du Territoire sous tutelle du Togo sous administration française. Nous examinerons également un ou deux rapports du Comité permanent des pétitions. Je suis maintenant saisi de trois rapports de ce Comité. Nous discuterons également demain le document T/L.745. Enfin, notre ordre du jour comportera la question relative aux dispositions relatives à l'envoi d'une mission de visite périodique dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale.

La séance est levée à 17 h. 45.